943.7
B736d

J. BOROVIČKA

DIX ANS DE POLITIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

1928

EDITIONS "ORBIS", PRAGUE XII, FOCHOVA 62

Prix Frs 14·—

THE LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF
NORTH CAROLINA

ENDOWED BY THE
DIALECTIC AND PHILANTHROPIC
SOCIETIES

943.7
B736d

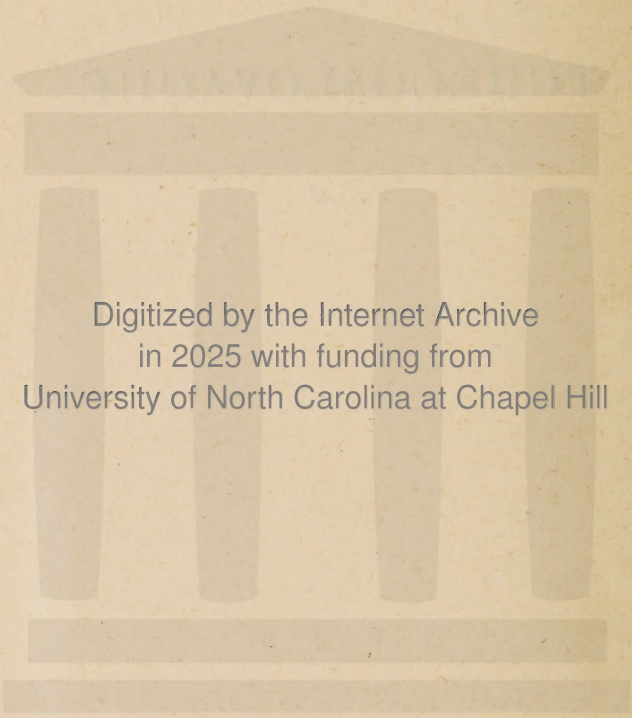
J. BOROVIČKA

DIX ANS DE POLITIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

1 9 2 8

ÉDITIONS "ORBIS"

FOCHOVA 62, PRAGUE



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
University of North Carolina at Chapel Hill

https://archive.org/details/dixansdepolitiqu00boro

I

LA FONDATION DE L'ÉTAT

En proclamant, le 28 octobre, à Prague, l'Etat tchécoslovaque indépendant, le Comité National Tchécoslovaque (Národní výbor československý) traduisait par cet acte révolutionnaire la volonté unanime de la nation entière, volonté qui s'était manifestée au cours de l'année à de nombreuses reprises, d'une manière claire et non douteuse. Le Comité National lui-même était l'organe suprême, reconnu par tout le peuple, du mouvement révolutionnaire à l'intérieur; tous les partis politiques étaient représentés en son sein, et il avait derrière lui, dans les affaires d'ordre politique, toutes les classes de la nation possédant la conscience nationale. Le Comité National avait le droit de parler au nom de la nation tchécoslovaque. La proclamation de l'Etat tchécoslovaque à Prague, c'est-à-dire dans le centre du territoire habité par le peuple tchécoslovaque, était le complément de la campagne que, depuis le début des hostilités, les Tchécoslovaques avait faite dans les pays de l'Entente en vue du même but: conquérir l'indépendance politique pour leur nation. Dès avant le 28 octobre, l'organe révolutionnaire des Tchécoslovaques travaillant à l'étranger, le Conseil National Tchécoslovaque de Paris, avait obtenu sur le forum mondial des résultats tout à fait hors de pair: lorsque, avant la fin des

943.7
B736d

hostilités (le 14-X), il se constitua en gouvernement provisoire tchécoslovaque, il fut reconnu en droit par les puissances de l'Entente. Ce gouvernement installé à l'étranger et composé des chefs effectifs de la révolution (Masaryk, président du Conseil et ministre des Finances; Beneš, ministre des Affaires Etrangères et de l'Intérieur; Štefánik, ministre de la Guerre), se trouvait, naturellement, dans la même position où se trouvaient alors les gouvernements de Serbie et de Belgique: il n'exerçait pas le pouvoir sur son propre territoire. En proclamant à Prague l'Etat tchécoslovaque indépendant, le Comité National avait précisément pour objectif de s'emparer du gouvernement réel du territoire national tchécoslovaque. C'est ainsi que le 28 octobre vit les deux révolutions, celle de l'intérieur et celle de l'étranger, se fondre en une seule, car les hommes du 28 octobre agirent dans les intentions des chefs de l'émigration combattante, tout en n'étant pas au courant avec précision de tout ce qui avait été conquis à l'étranger.

L'Etat tchécoslovaque indépendant naquit donc à l'existence. Il y avait là une nation, il y avait là un territoire, il y avait là un gouvernement, tout ce qu'il faut pour la naissance d'un nouvel Etat; il y avait aussi là des exploits héroïques, scellés du sang versé, qui ont toujours jusqu'ici constitué la base de toute conquête de la liberté nationale.

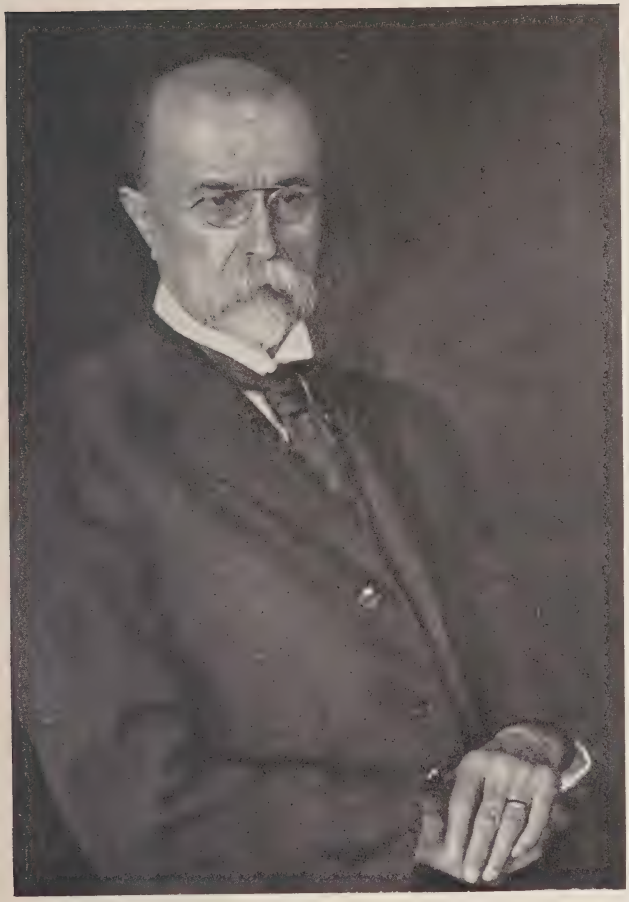
Il était hors de conteste qu'il y avait là une nation, la nation tchécoslovaque, qui se donnait comme but à atteindre le droit à disposer d'elle-même pour former un Etat indépendant. Mais le territoire du nouvel Etat se trouvait être habité également par d'autres populations que les Tchécoslovaques, et ainsi, dès les premiers jours, se posa la question de savoir quels territoires reconnaîtraient le gouvernement de Prague.

A Prague, on ne doutait pas que le nouvel Etat ne dût comprendre, en tout premier lieu, les « Pays Historiques Tchèques » (Bohême, Moravie et Silésie), pays qui s'étaient vus dès la première aube de l'histoire habités par le peuple tchèque, pays que dès les débuts du moyen-âge une dynastie autochtone avait pétris, dans la paix et dans la guerre, en un puissant Etat de l'Europe centrale, pays qui, malgré toutes les catastrophes et toute la germanisation subies, avaient conservé leur caractère tchèque et étaient demeurés l'unique patrie de la race tchèque: c'était une formation géographique naturelle, et une histoire multiséculaire avait nettement fixé les frontières des provinces sur lesquelles la nation tchèque avait un droit historique. Il ne s'agissait là, à proprement parler, dans l'opinion commune du peuple tchèque, que d'une restauration de l'ancien Etat tchèque.

La question des frontières de la seconde partie du territoire, celle que peuplait, séparé depuis des siècles, le rameau slovaque de la nation, n'était

pas d'une solution qui s'imposât avec tant d'évidence. L'histoire n'avait pas fait de la Slovaquie une formation politique, ou tout au moins administrative, distincte, susceptible d'être revendiquée pour le nouvel Etat en vertu de l'histoire, et d'autre part le point de vue ethnographique n'était pas assez clair pour déterminer avec précision le territoire slovaque pour le nouvel Etat; la Slovaquie partage sur ce point le sort de toute l'Europe centrale, où les divers éléments ethniques se compénètrent et confondent mutuellement, sans constituer des unités séparées l'une de l'autre.

Ce ne fut pas seulement en Hongrie, à cause des revendications du territoire slovaque par le nouvel Etat, mais encore du côté allemand, dans les provinces tchèques historiques, qu'il se dressa une résistance contre le gouvernement de Prague. Les hommes politiques allemands des provinces tchèques n'acceptèrent pas le coup d'Etat du 28 octobre comme un fait intangible, et, interprétant les thèses de Wilson à leur profit, ils cherchèrent à faire appliquer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les régions habitées par des Allemands, et réclamèrent leur union politique avec l'Etat autrichien: les régions allemandes et germanisées des provinces tchèques devaient former des provinces autonomes de la nouvelle république autrichienne. C'est ainsi que se constituèrent en entités administratives distinctes, dès les premiers jours qui suivirent la révolution



T. G. Masaryk,
président de la république.

du 28 octobre, le *Deutschböhmen* et le *Sudetenland,* auxquels s'ajoutèrent peu après deux autres petits pays, soit en tout quatre unités administratives. A elles toutes, elles constituaient environ le tiers de la superficie des provinces historiques, mais elles ne formaient pas un bloc territorial entre elles, ni même, pour la plus grande partie, avec l'Etat dont elles s'étaient déclarées provinces. C'était là, naturellement, un grand inconvénient pour cette tentative allemande, contre laquelle parlaient, non seulement une histoire de plusieurs siècles, mais aussi les multiples liens économiques des deux parties, la tchèque et l'allemande, formant un tout unique, fermé, et se suffisant à lui-même; la révolution allemande n'était que la continuation de la politique allemande pratiquée en Autriche, qui avait toujours demandé, et avait, pendant la guerre, obtenu la dislocation administrative de la Bohême. C'est aussi la raison pourquoi Prague ne reconnut pas l'existence de ces provinces autrichiennes. Prague agit ainsi dans la conscience qu'il avait des droits du peuple tchécoslovaque sur toutes les provinces tchèques et dans leur entier, mais en s'appuyant de plus sur la reconnaissance internationale qui avait été faite de l'Etat tchécoslovaque et la promesse donnée par la France de faire obtenir au nouvel Etat, lors de l'aménagement définitif de l'Europe centrale, ses frontières historiques.

Mais il n'y eut pas besoin d'une grande puis-

sance pour faire passer en vigueur le point de vue juridique tchécoslovaque. La République Autrichienne, qui avait réclamé la souveraineté des provinces en question, ne pouvait leur fournir aucune aide, et c'est ainsi que le gouvernement de Prague put effectuer l'occupation progressive et judicieuse du territoire allemand même avec les forces insignifiantes qu'il avait à sa disposition; les comités révolutionnaires tchèques locaux constitués, dans les régions ethniquement mélangées, précisément dans ce but spécial, suffirent seuls dans la plupart des cas à assurer la reconnaissance de Prague. Les chefs qui avaient formé le gouvernement insurrectionnel durent s'enfuir à l'étranger, et ni alors ni plus tard les populations ne se lancèrent dans la lutte. L'occupation des régions allemandes eut plutôt le caractère d'une mesure administrative que celui d'une occupation militaire de territoire en révolte, et la souveraineté de Prague se vit dès lors reconnue d'une manière absolue dans les anciennes frontières. Les conflits avec le pouvoir qui se produisirent ultérieurement çà et là dans les régions allemandes ne furent pas plus considérables que ce qu'on vit partout ailleurs dans cette période troublée. A partir du milieu de décembre, c'est-à-dire du moment où l'occupation eut été réalisée en totalité, la question d'enclaves allemandes dans l'État tchécoslovaque se trouva résolue en fait et ne causa plus de difficultés au gouvernement: l'illusion d'une « Bohême alleman-

de » (Deutschböhmen) indépendante s'était avérée absolument fausse ; la solution juridique internationale de la question, que l'Autriche essaya de faire trancher à son profit, intervint seulement au cours de la Conférence de la Paix et du règlement par elle de nouvelles frontières de l'Europe centrale.

La souveraineté du nouveau gouvernement se trouva niée encore dans un coin frontière du territoire tchécoslovaque, dans le pays de Těšín, lequel avait appartenu depuis six cents ans sans interruption aux provinces tchèques, et ce par les Polonais, qui étaient, comme les Tchécoslovaques, une nation alliée. Dès avant la guerre, déjà, il se livrait dans cette zone frontière des deux races slaves une lutte entre les Tchèques et les Polonais qui se disputaient la nationalité des populations locales ; cette lutte s'en tenait, naturellement, aux moyens pacifiques. Les hommes politiques des deux parties en présence s'étaient bien efforcés, avant même la fin des hostilités, à l'intérieur et parmi l'émigration, de régler le différend de Těšín à l'amiable, pour permettre aux deux pays de se présenter dans la situation nouvelle d'après guerre en bons voisins, mais ces efforts avaient échoué. Or, après l'effondrement de la double monarchie, confiants dans leur état de préparation militaire, les Polonais occupèrent, dès les premiers jours de novembre, la presque totalité du pays de Těšín ; ce geste faisait tomber aux mains de la Pologne une grande partie des mines de charbon de

l'Etat tchécoslovaque. Le gouvernement de Prague ne pouvait pas, bien entendu, reconnaître pareil fait accompli, et, à la fin de janvier 1919, il rentrait en possession, par la force des armes, d'une partie du territoire contesté. La Conférence de la Paix mit fin aux hostilités entre les deux pays alliés, fixa une ligne de démarcation entre les deux parties combattantes, et se réserva la décision définitive; ce faisant, elle laissait une portion du pays de Těšín aux mains des Polonais, et plaçait la zone contestée sous un contrôle international. Bien que ce ne fût là qu'une décision provisoire, ce fait niait d'autorité le droit historique de l'Etat tchécoslovaque sur le pays de Těšín; les frontières fixées par l'histoire au cours des siècles allaient donc pouvoir être modifiées à la Conférence de la Paix, s'il venait s'ajouter à cela encore d'autres raisons.

Si le gouvernement révolutionnaire de Prague eut certaines difficultés à se faire reconnaître dans les pays historiques eux-mêmes, à plus forte raison eut-il du mal en Slovaquie; Prague dut livrer autour de cette province, dès les premiers jours qui suivirent la révolution, de véritables combats, qui se terminèrent six mois plus tard en une vraie guerre.

L'apposition de la signature de l'un des chefs du peuple slovaque (Šrobár) au bas de la proclamation d'indépendance du 28 octobre n'était nullement due au hasard. Deux jours plus tard, en

Slovaquie même, les chefs politiques de cette province manifestèrent aussi tout à fait nettement la volonté révolutionnaire de constituer un État tchécoslovaque commun (déclaration de Turčianský Svatý Martin en date du 30 octobre), mais ils ne pouvaient s'appuyer sur une forte organisation de la population slovaque, dont le concours eût permis d'effectuer tranquillement le passage de l'union politique avec la Hongrie à la nouvelle communauté tchécoslovaque. Au contraire, les milieux dirigeants de Hongrie ne se faisaient pas à cette idée que le fait d'avoir perdu la guerre comportait la fin de l'hégémonie despotique des Magyars sur toutes les autres nationalités habitant la Hongrie, et ils disposaient de forces suffisantes pour tenter de maintenir l'intégrité de la couronne de St-Etienne même au-delà de la guerre. Les conditions de l'armistice et le supplément hongrois de celui-ci (la convention de Belgrade) éveillaient des espoirs de succès. C'est pourquoi les efforts déployés par Prague pour instituer en Slovaquie le nouveau régime tchécoslovaque rencontrèrent l'opposition énergique du gouvernement de Budapest, qui avait en outre des forces armées considérables pour défendre son point de vue. Ce qu'on avait fait passer, dans les premiers jours qui suivirent la révolution, sous la juridiction tchécoslovaque fut reperdu, car Prague était absolument hors d'état de se mesurer avec les forces militaires hongroises. Son arme pour ainsi

dire unique était la reconnaissance de l'Etat tchécoslovaque par l'Entente. Dans cette période difficile, où la Slovaquie était en proie aux troubles et était retombée sous la domination hongroise, on vit se manifester la force des engagements internationaux, et l'art diplomatique du ministre des Affaires Etrangères réussit à amener le commandement suprême interallié à fixer une ligne de démarcation entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie; cette ligne était, au fond, celle de la frontière définitive, telle qu'elle fut adoptée par la Conférence de la Paix. Le gouvernement de Budapest céda devant un ordre donné par l'Entente (fin décembre 1918) et évacua la Slovaquie; c'est alors seulement que fut accomplie, peu à peu, la prise de possession des pays slovaques par l'administration tchécoslovaque, à mesure que les légions d'Italie rentraient dans la patrie et affermissaient le régime tchécoslovaque. Bratislava fut occupé au Nouvel An 1919, et devint, à partir du début de février, le siège du gouvernement muni par Prague de pleins pouvoirs pour l'administration de la Slovaquie.

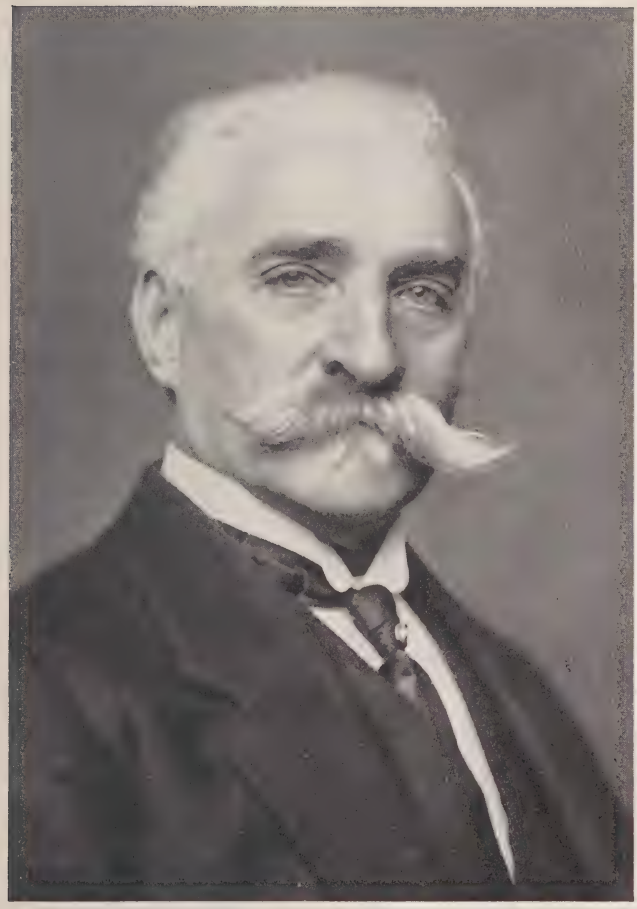
La liquidation de la question allemande dans les provinces tchèques avait été définitive du fait de l'occupation des territoires en cause, mais en Slovaquie il n'en fut pas de même. Dans cette province, les Hongrois ne se résignèrent pas au nouvel état de choses et n'attendirent pas en toute tranquillité la décision définitive de la Conférence

de la Paix, mais s'efforcèrent de créer de toutes les façons possibles des difficultés à la domination tchèque en Slovaquie. Le gouvernement hongrois tentait de maintenir l'idée de l'intégrité de la Hongrie, et trouvait pour ce faire de nombreux auxiliaires: la presque totalité des intellectuels et les milieux dirigeants et aisés, ainsi que la bureaucratie, étaient hongrois et soutenaient très intensivement les tendances irrédentistes en alimentant le mécontentement des couches profondes de la population. Aussi le calme ne renaissait-il pas dans la province et fallut-il encore de nombreux et lourds sacrifices pour permettre à l'œuvre de paix d'éclore aussi dans ces contrées.

La souveraineté de Prague s'établit donc progressivement, et, par endroits, non sans difficultés, dans le territoire qui devait constituer l'Etat tchécoslovaque. Les hommes du 28 octobre n'avaient pas manqué de courage en proclamant l'Etat tchécoslovaque au milieu des baïonnettes ennemies, mais dans les premiers temps ils ne disposèrent pas de forces suffisantes pour imposer l'obéissance à leurs ordres. A l'intérieur, l'Etat tchécoslovaque n'était pas organisé sur une base militaire. Et pourtant, le nouvel Etat avait besoin plus qu'en tout autre temps de forces armées pour imposer sa volonté, pour protéger et maintenir la jeune liberté. A l'heure de sa naissance, les hostilités faisaient encore rage sur le front occidental, et, au cours des semaines qui suivirent l'effondre-

ment du front, l'ordre public se trouva chanceler tout alentour; le désarroi qui accompagne la genèse révolutionnaire de nouveaux États menaçait, sur le sol de l'ancienne monarchie austro-hongroise, d'entraîner tous les peuples dans ses remous. Quelle puissance devait protéger le tendre organisme du jeune État dans une époque aussi tourmentée?

Certes, — grâce à la direction de la révolution à l'étranger, — l'État tchécoslovaque possédait dès sa naissance sous ses drapeaux trois armées admirables, formées de soldats ayant pris volontairement les armes pour conquérir leur propre indépendance politique, et ces armées nationales avaient déjà accompli sur les champs de bataille des exploits héroïques qui avaient rendu le nom tchèque célèbre dans l'univers entier. Mais ces armées de l'étranger se trouvaient alors en France, en Italie et du côté de l'Oural; elles avançaient, aux côtés des soldats de l'Entente, sur les champs de bataille de France, en une marche victorieuse vers la frontière allemande; sur le front italien elles voyaient battre en retraite devant elles, dans le plus grand désordre, les troupes autrichiennes et hongroises, et, sur les confins de l'Europe et de l'Asie, elles résistaient à la pression des offensives de l'armée rouge. Elles ne pouvaient naturellement offrir, au gouvernement constitué à Prague, qu'une aide morale tout au plus; un secours effectif, dans les premières difficultés, ne



František Tomášek,
président de l'Assemblée Nationale et premier président de la Chambre des députés élue.

lui vint, de la part des légions de France et d'Italie, qu'après le retour de ces dernières dans la patrie, retour qui commença à s'effectuer à la fin de 1918.

Jusqu'à ce moment-là, le premier gouvernement se trouva réduit à la bonne volonté révolutionnaire des citoyens tchécoslovaques, qui s'organisèrent en comités nationaux locaux afin de prendre entre leurs mains le pouvoir politique, ainsi qu'à des organisations militaires de volontaires, aux Sokols, etc. Il put compter aussi sur d'excellents cadres de fonctionnaires, instruits et formés dans le pays et à Vienne dans les administrations centrales, qui assurèrent la marche sans troubles de la machine administrative. Ce qui allait le plus mal en l'occurrence, c'était le militaire. Les centaines de milliers d'hommes des armées de l'ancienne monarchie se débandaient et rentraient dans leurs foyers à l'état de ruines lamentables, démoralisés par les privations et les défaites, et débarrassés de toute discipline militaire. Ce que le gouvernement tchécoslovaque avait à sa disposition dans le pays comme reste de l'armée autrichienne, n'avait pas au début grande valeur guerrière. Dans le corps des officiers autrichiens il n'y avait qu'un tout petit nombre de Tchèques conscients, lesquels se mirent dès la première heure au service du nouvel Etat. Ils se virent chargés de la lourde tâche d'avoir à organiser l'armée tchécoslovaque de l'intérieur pour ainsi dire

en commençant par la base et sur de nouveaux fondements.

Aussi n'en étaient que plus vifs les espoirs attachés à la Conférence de la Paix de Paris, qui devait résoudre sans appel toutes les questions pendantes, garantir la paix et donner à l'Europe un nouveau statut; là, dans cet aréopage international, la juste cause de la nation tchécoslovaque devait être défendue avec les armes de l'esprit. Mais les préparatifs de cette assemblée mondiale de diplomates se prolongèrent, et ce ne fut que dans la seconde moitié de janvier 1919 que la conférence fut ouverte. Les principaux délégués de la Tchécoslovaquie y étaient le président du Conseil du premier ministère Kramář et le premier ministre des Affaires étrangères Beneš, auquel le jeune Etat était déjà redevable de toute une série d'importants succès diplomatiques, et aux mains expérimentées duquel le gouvernement avait remis avec confiance le soin de défendre les intérêts nationaux; les deux délégués avaient à leur disposition des experts de tous les domaines.

Aux termes du règlement, la Tchécoslovaquie figurait dans la catégorie des Etats dits Etats à intérêts particuliers. Or, n'avaient voix délibérative à la conférence que les pays à intérêts généraux, les grandes puissances; tout dépendait donc de la façon dont les petits pays sauraient convaincre des représentants des grandes puissances de la justesse de leurs revendications.

Ainsi que pour tous les autres Etats nouvellement formés, il s'agissait aussi pour la Tchécoslovaquie, en toute première ligne, de la fixation de ses frontières. La Conférence de Paris n'avait pas pris le principe du droit historique comme unique règle de fixation des nouvelles frontières; sans doute, elle en tenait compte, mais elle prenait encore en considération les raisons d'ordre économique, géographique, ethnographique, etc. C'est à l'aide d'arguments de toutes ces sortes qu'il fallait défendre les revendications territoriales de l'Etat tchécoslovaque devant les commissions chargées de mettre les questions au point pour la décision définitive, ainsi que devant le tribunal suprême de la Conférence.

La frontière du côté de l'Allemagne ne faisait guère difficulté. La délégation tchécoslovaque demandait en substance le maintien de la vieille frontière historique avec quelques rectifications; ainsi elle eût voulu l'échange du pays de Cheb, territoire peuplé depuis longtemps par des Allemands, contre une rectification de frontières dans le pays de Glatz (Kladsko), qui avait appartenu, jusqu'au milieu du XVIII^{ème} siècle, à l'Etat tchèque, et avait conservé, au point de vue langue, des restes de la race tchécoslovaque. Au début, la Conférence ne s'opposa pas à ces changements, qui avaient une base ethnographique, mais finalement elle se prononça pour le maintien de l'ancienne frontière, de la frontière historique, entre les provinces tchè-

ques et l'Allemagne. Il n'y eut qu'une faible rectification de frontières, opérée en faveur de la Tchécoslovaquie, dans le pays de Hlučín; et ainsi, le gain résultant pour la Tchécoslovaquie du traité de Versailles représente un petit territoire (285 kmq.) avec des Moraves silésiens.

De même, du côté de l'Autriche, on fixa, comme frontière des nouvelles formations politiques, dans l'ensemble l'ancienne frontière administrative. On ne fit, au profit de la Tchécoslovaquie, que deux petites rectifications d'ordre économique: en vertu du traité de St-Germain, la République Tchécoslovaque acquit le nœud de voies ferrées de Cmunt (Vitorazsko) et les deux rives de la Dyje à Poštorná et à Valčice (Valčicko); dans l'un et l'autre cas, la décision s'appuya aussi sur des raisons d'ordre historique et ethnographique.

La délimitation des frontières de la Slovaquie fut considérablement plus compliquée. Dès la fin de 1918, Beneš avait réussi à faire fixer par les Alliés une ligne de démarcation comme frontière provisoire de la Slovaquie (le Danube jusqu'à l'embouchure de l'Ipola, le cours de l'Ipola jusqu'à Rimavská Sobota, de là jusqu'à l'embouchure de l'Už, puis en remontant l'Už jusqu'à l'ancienne frontière hongro-galicienne), mais, à la Conférence, la délégation tchécoslovaque fit valoir des revendications territoriales plus considérables vis-à-vis de l'ancienne Hongrie, en réclamant la Slovaquie comme une unité géopraphique.

Avec la question des frontières de la Slovaquie, on examina aussi celle du rattachement de la Russie Subcarpathique (Podkarpatská Rus) à la République Tchécoslovaque et des frontières de cette province. Le rattachement à la Tchécoslovaquie n'était appuyé, bien entendu, ni sur des raisons historiques, ni sur des raisons ethnographiques; il s'agissait d'une province à laquelle la nation tchécoslovaque n'avait jamais prétendu, et qui était habitée par des populations, slaves certes, mais différentes des Tchécoslovaques au double point de vue linguistique et ethnographique. L'idée de ce rattachement ne partait pas d'une initiative tchèque; elle avait pris naissance parmi les Ruthènes d'Amérique. Ceux-ci avaient été amenés à cette idée par le désir de sauver leurs compatriotes de Hongrie de la mort nationale certaine qui les attendait sous un régime de magyarisation à outrance, et, dans leur mouvement de libération, ils avaient cherché une aide auprès des Tchécoslovaques, peuple slave apparenté et devant avoir une frontière commune avec le pays des Ruthènes. Le but du mouvement était d'obtenir une autonomie garantissant le libre développement national; on ne songeait pas à créer un Etat indépendant. En Amérique, l'idée d'une Russie Subcarpathique autonome avait été en connexion avec l'activité déployée par l'Union Démocratique de l'Europe centrale, en laquelle Masaryk s'était efforcé d'organiser l'émigration de l'Europe centrale pour

soutenir la lutte pour la liberté de l'ancienne patrie. Les chefs ruthènes d'Amérique réussirent à gagner le président Wilson à leurs aspirations, et, lorsque se fut manifesté, en Hongrie également, un mouvement en faveur de l'autonomie ruthène dans le cadre de l'Etat tchécoslovaque, les troupes tchécoslovaques occupant déjà la Slovaquie avancèrent aussi en Russie Subcarpathique, qu'elles occupèrent au printemps 1919 à l'exception de la pointe orientale de la province, occupée par les Roumains.

Les négociations concernant la frontière avec la Hongrie s'en tinrent dans l'ensemble à la ligne de démarcation qui avait été fixée en décembre de l'année précédente, mais avant même que fût prononcée la décision définitive, la République Tchécoslovaque se trouva engagée dans une guerre avec la Hongrie à propos de la frontière. Au moment de l'invasion de la Hongrie par les Roumains après l'avènement d'un gouvernement communiste à Budapest, les troupes tchécoslovaques avaient, elles aussi, occupé quelques points situés au delà de la ligne de démarcation, celle-ci étant insuffisante, notamment au point de vue des transports. Ce geste incorrect fournit à l'armée rouge un prétexte pour entamer (fin mai 1919) une lutte en vue de reconquérir la Slovaquie. Effectivement, elle attaqua à l'improviste les forces tchèques avancées, et non seulement les refoula, mais conquit près des deux tiers de la Slovaquie,

pour atteindre avec ses avant-gardes, au mois de juin, la capitale de la province, Bratislava. De même qu'à la fin de l'année précédente, de même encore cette fois-là, il fallut une intervention diplomatique des Alliés: l'Entente donna l'ordre aux Hongrois (8 juin 1919) d'arrêter leur offensive, et, ayant peu après fixé la frontière définitive entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, elle somma le gouvernement de Budapest (13 juin) d'avoir à évacuer le territoire slovaque; à la fin du mois, la complication guerrière était déjà liquidée. La frontière définitive, proclamée alors par la Conférence de la Paix, ne s'écartait pas sensiblement de la ligne de démarcation fixée en décembre, sauf qu'elle tenait compte des voies ferrées. Elle passa telle quelle dans le traité de Trianon.

En connexion avec la question de Slovaquie, on trancha en même temps à Paris la question du rattachement de la Russie Subcarpathique, en qualité de territoire autonome, à la Tchécoslovaquie. Sa position particulière dans le cadre de l'Etat tchécoslovaque lui fut garantie par une convention (10-IX-1919), aux termes de laquelle la Tchécoslovaquie prenait envers les grandes puissances l'engagement de donner à la Russie Subcarpathique la plus large autonomie compatible avec l'unité de la République Tchécoslovaque.

La Conférence ne laissa sans solution que la question de la frontière du côté de la Pologne, où,

dans le pays de Těšín, il n'y avait qu'une ligne de démarcation, fixée en février 1919. La Conférence de la Paix avait désiré voir le litige tranché à l'amiable entre les deux pays alliés, et, effectivement, il fut fait des tentatives en vue d'arranger l'affaire par négociations directes. Mais le but ne fut pas atteint de cette manière: l'un et l'autre Etat voyaient dans la possession du pays de Těšín et de ses richesses charbonnières des intérêts trop vitaux pour céder de bon gré; en outre, la Tchécoslovaquie se sentait atteinte dans la conception juridique qu'elle avait du pays de Těšín comme d'un ancien élément de la Couronne de Bohême. Finalement, la Conférence prescrivit un plébiscite pour établir les vœux des populations silésiennes touchant leur avenir politique. Mais les préparatifs de plébiscite ne firent qu'irriter la vie publique dans le territoire, en soulignant les inconvénients de cette solution. Aussi l'un et l'autre Etat donnèrent-ils aux Alliés leur consentement à les voir trancher la question de la frontière par sentence arbitrale; la sentence fut rendue le 28-VII-1920: en vertu de ce texte, la partie Est du territoire de Těšín fut attribuée aux Polonais, et ce de manière à laisser à la Tchécoslovaquie la totalité de la ligne de chemin de fer (Bohumín-Jablunkov) qui fait communiquer les provinces historiques avec la Slovaquie par le Nord, ainsi qu'une partie considérable des bassins houillers. Telle quelle, cette solution était pour la Tchéco-

Karel Kramář,
président du premier gouvernement tchécoslovaque.

slovaquie plus avantageuse qu'aucune des propositions qui avaient été faites au cours du conflit.

En même temps qu'on réglait la question de la frontière dans le pays de Těšín, on donnait satisfaction aux revendications que les Polonais avaient commencé à faire valoir à la Conférence de la Paix, pour des raisons ethnographiques, sur des parties du territoire slovaque, à Orava et à Spiš: là aussi on procéda à des rectifications de frontières en faveur de la Pologne. Mais les échos de ces rectifications se prolongèrent encore plusieurs années; il s'agissait de détails de délimitation dans le secteur de Javorina et du conflit autour de Javorina, qui ne fut réglé définitivement qu'en 1924, en faveur de la Tchécoslovaquie.

La lutte autour des frontières de l'Etat tchécoslovaque était dans l'ensemble terminée à la Conférence de la Paix, et la reconnaissance internationale de ces frontières fut stipulée dans les traités de paix, notamment dans celui de Versailles, celui de St-Germain et celui de Trianon. La Tchécoslovaquie sortait victorieuse de cette lutte en dépit de quelques pertes dans les portions de territoire historique qu'elle avait dû céder à la Pologne. L'Etat tchécoslovaque restauré réunit effectivement, — pour la première fois dans l'histoire — la totalité du peuple tchécoslovaque en une formation politique unique, comportant 140.000 kmq avec 13,6 millions d'habitants. Avant la guerre, ç'avait été là l'idéal de rêveurs plutôt

que d'hommes politiques responsables ; ces derniers s'étaient proposé des buts réalistes et de moindre envergure ; ce fut seulement la Grande Guerre qui fournit l'occasion de travailler à réaliser le programme national intégral ; quant à l'annexion de la Russie Subcarpathique, d'un nouveau territoire (12.694 kmq) qui prolongeait la frontière du pays jusqu'à la Roumanie alliée, c'était plus que n'avait espéré aucun des hommes politiques tchécoslovaques. L'indépendance d'un Etat tchécoslovaque de cette étendue ne fut rendue possible que par la chute des deux empires centraux, due aussi aux Tchécoslovaques dans la mesure de leurs forces, et par l'habile direction de la politique étrangère, qui, durant les hostilités et à la Conférence de la Paix, sut allier les intérêts de la nation aux tendances de la politique internationale.

La Conférence de la Paix de Paris n'eut pas, pour l'organisation du nouvel ordre de choses dans l'Europe centrale, une importance fondamentale seulement dans les questions territoriales. L'effondrement de la monarchie habsbourgeoise posa une série de problèmes qui devaient se voir résolus, dans l'intérêt de l'évolution historique qui allait reprendre, aussitôt les nouveaux Etats constitués. Les intérêts de la Tchécoslovaquie se trouvaient en cause surtout dans les problèmes des transports et financiers.

Les questions de transports étaient fort importantes pour la Tchécoslovaquie, parce que leur exa-

men à la Conférence de la Paix contribuait à pallier au moins dans quelque mesure les inconvénients de la situation de la Tchécoslovaquie à l'intérieur des terres et l'absence de côtes maritimes. Tel fut le cas pour l'internationalisation de l'Elbe et de l'Oder, la participation de la Tchécoslovaquie aux commissions internationales de gestion et de navigation sur le Danube, sur l'Elbe et sur l'Oder, la possibilité de créer des zones franches tchécoslovaques dans les ports de Hambourg et de Stettin, ainsi que d'autres avantages de transports, qui découlèrent pour la Tchécoslovaquie du nouvel aménagement des questions de transports conformément aux traités de paix. Le résultat pratique desdits traités en matière de transports est l'existence de compagnies de navigation tchécoslovaques sur le Danube, sur l'Elbe et sur l'Oder.

Si la solution donnée aux problèmes de transports par la Conférence de la Paix valut à la Tchécoslovaquie des avantages certains, par contre la Conférence fit, dans les questions financières, peser sur le nouvel Etat des engagements considérables, précisément en connexion avec le démembrement de la monarchie des Habsbourg.

Touchant les réparations de guerre, auxquelles la Tchécoslovaquie prétendait, au titre d'Etat ayant combattu aux côtés des Alliés, la Conférence ne prit pas la décision elle-même; la question ne fut tranchée que plus tard (1921) par une

décision de la Commission des Réparations, qui reconnut à la Tchécoslovaquie le droit aux réparations, non pas à compter du jour de la reconnaissance de la révolution tchécoslovaque par les Alliés, mais seulement à partir du 28 octobre 1918.

Si l'on peut encore considérer comme un certain succès de la politique tchécoslovaque la reconnaissance de ce droit bien modeste aux réparations, par contre, dans les autres questions financières, la délégation tchécoslovaque dut se contenter comme succès d'avoir parfois réussi à diminuer les charges que les grandes puissances voulaient faire passer sur la Tchécoslovaquie et les autres pays nés de l'ancienne monarchie. Tous ces nouveaux États devaient être placés, dans la question des obligations de réparations, sur le même pied que les anciens ennemis, quoiqu'ils eussent contribué par leurs forces militaires à la victoire commune: ils devaient — tout comme l'Autriche et la Hongrie vaincues — prendre à leur compte, dans une proportion donnée, une partie de la dette austro-hongroise d'avant guerre; ils devaient verser à la Caisse commune des réparations la contre-valeur des domaines nationaux et biens de la maison impériale sis sur leur territoire; enfin, ils devaient, de concert avec les anciens ennemis, prendre à leur charge aussi les billets de banque austro-hongrois. Cette conception du paiement des réparations par tous les hé-

ritiers de l'empire des Habsbourg prévalait surtout grâce à l'influence de l'Italie, qui en était réduite aux réparations à payer par l'ancienne monarchie, et cherchait par conséquent à en accroître la valeur; mais l'Amérique et l'Angleterre également considéraient comme juste que les dépenses de guerre fussent uniformément mises à la charge de tous les Etats intéressés, et croyaient que les nouveaux Etats formés du territoire de l'Autriche-Hongrie qui n'avaient pas porté tout le poids des dépenses de guerre, se seraient trouvés avantagés en comparaison des grandes puissances, qui les avaient libérés grâce à leurs sacrifices en hommes et en argent.

La Tchécoslovaquie, ainsi que les autres Etats en cause, se cabrèrent naturellement contre ces exigences des grandes puissances, et leur effort commun réussit à atténuer sensiblement la charge financière qui les menaçait: la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne s'engagèrent à prendre à leur compte une quote-part proportionnelle de la dette austro-hongroise d'avant guerre, mais sans aucun engagement touchant la dette de guerre; quant aux domaines nationaux et aux biens impériaux sis sur leur territoire, ces pays sont tenus d'en verser la contre-valeur, avec certaines restrictions, dans la Caisse commune des réparations. Les Etats en question furent dispensés de payer aucune indemnité en réparation des dommages de guerre, mais en revanche ils se virent

imposer une contribution dite de libération, dont le montant fut fixé à 1,5 milliard de francs; cette somme est à répartir entre les différents pays en cause proportionnellement à leurs capacités financières, mais la Tchécoslovaquie ne doit pas se voir incomber plus de 750 millions.

Toutefois, tous ces engagements financiers, stipulés par les traités de paix, attendent encore aujourd'hui la solution pratique du problème qu'ils posent; cette solution est fonction de la question des dettes interalliées en général. Bien que la solution ne soit pas encore intervenue, néanmoins les engagements financiers des traités de paix, clairement stipulés en droit, figurent au fond de la dette d'Etat de la République Tchécoslovaque depuis l'origine. La liberté ne fut pas offerte en cadeau au nouvel Etat.

II

DU CHAOS A L'ORDRE NOUVEAU

Le 28 octobre 1918 au matin, lorsque parvint à Prague la nouvelle de la capitulation de l'Autriche-Hongrie (la note d'Andrassy à Wilson en date du 27 octobre), quatre membres du Comité National commencèrent, au nom du Comité, à prendre en mains les administrations d'Etat autrichiennes, puis, le soir, le Comité National siégeant au complet proclama l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque; ce fut la première loi tchécoslovaque, au bas de laquelle figurent les signatures de Švehla, Stříbrný, Rašín, Soukup et Šrobár de Slovaquie. A la suite de Prague, les autres villes et les campagnes des provinces historiques se mirent également en mouvement, et, une fois qu'il eut triomphé de la résistance déployée tout au début par la garnison autrichienne de Prague, le Comité National se rendit maître en quelques jours de la situation dans les régions tchèques, en se montrant assez fort pour prendre et exécuter les mesures énergiques destinées à assurer la reconnaissance du gouvernement dans la totalité du territoire qu'il réclamait pour l'Etat tchécoslovaque.

Le Comité National avait tout le pouvoir, législatif et exécutif. Il avait pris naissance, quand le régime autrichien existait encore, pendant l'été 1918, à titre d'organe révolutionnaire de la volonté

effective de la nation; les partis politiques tchèques y avaient délégué des représentants en nombre proportionnel au nombre de mandats qu'ils détenaient dans les corps législatifs d'avant la guerre; puis le comité avait élu par cooptation les personnalités éminentes de la vie scientifique et littéraire, de sorte qu'il était bien un corps représentatif de la totalité de la nation. Vu la persécution politique qui sévissait en Hongrie, la participation de la Slovaquie n'avait pu être qu'occasionnelle lors de quelques manifestations, mais dès le premier jour du coup d'Etat, il y eut dans le bureau du Comité National le Dr Šrobár, qui assuma alors la charge des affaires slovaques.

Le Comité National ne décréta pas la république dès le premier jour. Il laissa le soin de le faire à la future assemblée constituante, après entente avec le Conseil National Tchécoslovaque de l'étranger; on croyait que la direction du mouvement révolutionnaire à l'étranger avait pris sur ce point des engagements vis-à-vis des grandes puissances. Entre temps, la délégation tchécoslovaque qui était allée à Genève en revint, après s'y être mise d'accord sur tous les points avec le gouvernement de l'étranger; les délibérations avaient eu lieu précisément dans le temps où le coup d'Etat se produisait à Prague. La situation internationale s'éclaircit également au cours des jours suivants: la monarchie habsbourgeoise se décomposa en ses éléments ethniques, qui se constituèrent en Etats

Vavro Šrobár,
premier ministre pour la Slovaquie.

indépendants, et un armistice fut conclu le 3 novembre sur le front du Sud; l'empire allemand était aussi ébranlé sur ses bases et avait cessé d'être une puissance militaire redoutée; le 11 novembre, il signait également un armistice: la victoire de l'Entente était complète, il ne restait plus qu'à organiser cette victoire.

Les quatorze jours de gouvernement du Comité National s'étaient passés dans des efforts fiévreux pour mettre dans une situation chaotique un ordre permettant d'inaugurer une vie constitutionnelle régulière. Le 14 novembre, l'Assemblée Nationale se réunit pour sa première séance. Ce fut une manifestation politique aussi solennelle et unanime que tout le cours du coup d'Etat, qui avait ressemblé, par son caractère absolument non sanglant et tranquille, plutôt à une manifestation solennelle qu'à une révolution.

Dans la séance d'ouverture de l'Assemblée Nationale, la dynastie de Habsbourg-Lorraine fut déchue de tous ses droits au trône de Bohême, la République fut proclamée et le chef de la révolution à l'étranger, T. G. Masaryk, en fut élu le premier président. Au moment de son élection à la présidence de la République, le chef du gouvernement provisoire de Paris se trouvait encore à Washington; il ne devait rentrer à Prague, en passant par l'Angleterre, la France et l'Italie, qu'à la fin de l'année (21-XII-1918).

La première Assemblée Nationale, dite Assem-

blée Nationale Révolutionnaire, était l'héritière directe du Comité National; c'était le Comité National lui-même, élargi de la même manière, et suivant la même clé, dont on avait fait usage pour constituer le Comité National originaire, jusqu'à comprendre 256, puis plus tard 270 membres. Naturellement, dans cette assemblée législative, les Slovaques aussi avaient déjà des représentants, délégués suivant entente entre les chefs slovaques. On peut dire de cette Assemblée Nationale que c'était une assemblée élue, non pas sans doute recrutée au suffrage direct dans le corps des citoyens, mais à un suffrage indirect, par l'intermédiaire des comités exécutifs des divers partis politiques, comités eux-mêmes élus en leur temps par le suffrage direct des adhérents organisés des partis. La première Assemblée Nationale avait au point de vue ethnique une composition uniforme, les Allemands n'y siégeaient pas. Du côté tchèque, on avait eu l'intention de gagner les Allemands à prendre une part active au gouvernement. Après l'échec des négociations entamées avec les chefs politiques allemands dans les premiers jours qui suivirent le coup d'Etat, les Allemands des provinces historiques s'étaient engagés dans une voie insurrectionnelle, en allant chercher le sens de la disposition de leur sort en dehors du cadre de l'Etat tchécoslovaque. Ils s'étaient ainsi exclus de l'édification de l'Etat et de sa constitution. Au point de vue politique, la révolte des régions

allemandes ne fut liquidée qu'après la signature du traité de paix de Saint-Germain, par une amnistie. Toutefois, à ce moment-là, il n'y avait plus, ni d'un côté ni de l'autre, les conditions psychologiques permettant une collaboration à l'œuvre législative, qui touchait à sa fin. Et ainsi, les bases constitutionnelles de l'Etat tchécoslovaque ont été données à ce dernier par la nation tchécoslovaque toute seule, de même qu'elle avait été seule auteur du coup d'Etat. Les Allemands n'entrèrent dans la vie politique de la République Tchécoslovaque qu'après les élections générales du printemps de 1920, mais, sous l'influence des programmes du temps de leur insurrection, ils ont fait pendant longtemps une politique purement négative.

Conformément à la Constitution provisoire, l'Assemblée Nationale élut aussi, dans sa première séance, le premier gouvernement de la Tchécoslovaquie. De même que le Comité National avait concentré tous les partis politiques tchèques, de même le premier ministère fut un cabinet de concentration, dans lequel tous les partis tchèques et les Slovaques déléguèrent leurs chefs. Naturellement, le cabinet de Prague fit entrer dans son sein les deux ministres restants du gouvernement de Paris, en leur conservant leurs fonctions : Edouard Beneš (Affaires étrangères) et le général Milan Štefánik (Guerre). Le président du Conseil fut Charles Kramář, chef de la démocratie nationale,

le parti bourgeois des milieux industriels et intellectuels des villes, qui avait pris une part très importante au mouvement révolutionnaire de l'intérieur. Kramář dut son élection non pas tant à la force de son parti qu'à sa position éminente dans la politique tchèque d'avant-guerre et surtout au prestige dont il jouissait alors communément pour avoir été condamné à mort en 1915 par la justice militaire autrichienne; l'auréole de martyr national avait déjà placé Kramář à la tête du Comité National Révolutionnaire. Il fut suppléé au Conseil des ministres par l'adjoint au président du Conseil, le chef du parti agrarien, le parti le plus fort de l'Assemblée Nationale, Švehla, qui, pendant les derniers temps des hostilités, se trouvait déjà au fond de toutes les actions entreprises par la politique antiautrichienne à l'intérieur; pendant l'absence de Kramář, délégué à la Conférence de la Paix, Švehla dirigea toute la politique intérieure de la Tchécoslovaquie et, notamment, lors de la confection des lois constitutionnelles, il joua, en sa qualité de ministre de l'Intérieur, un rôle éminent, en négociant avec intelligence et succès l'accord entre les intérêts opposés des partis tchécoslovaques. Dès ce moment, l'autorité de Švehla commence à croître dans la vie politique du pays, et l'habile chef de parti commence à devenir l'homme d'État prévoyant de la jeune République. Les autres partis aussi envoyèrent au sein du guvernement leurs hommes poli-

tiques de premier plan, qui étaient pour la plupart des parlementaires expérimentés et des hommes ayant bien servi le mouvement révolutionnaire de l'intérieur. Sur les 17 membres du cabinet Kramář, 6 appartenaient au bloc socialiste, qui s'était constitué dans l'Assemblée Nationale comme formation tactique commune aux deux partis socialistes tchèques, et 9 aux partis bourgeois (4 agrariens, 3 démocrates nationaux, 1 clérical, 1 Slovaque — les Slovaques avaient alors un seul groupe parlementaire commun —), ce qui répondait en gros à la proportion des mandats détenus par chacun des partis. Les deux ministres de Paris se trouvaient en dehors des partis; aucun d'eux ne prit du reste part à proprement parler aux travaux du ministère: Beneš resta pendant toute cette période à Paris, où il supporta la charge principale des négociations à la Conférence de la Paix, et Štefánik, qui se trouvait, au moment de sa désignation comme ministre, auprès de l'armée tchécoslovaque de Sibérie, périt, avant d'avoir occupé sa place dans le cabinet, d'une manière tragique, dans une chute d'avion, à l'instant même où il allait toucher le sol de la patrie (4 mai 1919).

Le premier gouvernement se trouvait en présence d'une tâche difficile, celle d'organiser en un ordre nouveau la situation chaotique dans laquelle tout avait été plongé par la guerre. Certes, tous les pays belligérants eurent à faire face aux difficultés de l'après-guerre, mais dans les nouveaux

États ces difficultés étaient redoublées: d'une main, il fallait bâtir, et de l'autre protéger la besogne en train. Le territoire que le Comité National avait pris sous sa souveraineté était une partie de la monarchie abattue et souffrait de toutes les disettes du pays vaincu; le lien matériel avec l'Autriche et la Hongrie était la triste réalité, celui du nouvel Etat avec l'Entente n'était pour l'instant, concernant les besoins quotidiens, que purement idéal et ne devait exercer son action que plus tard. Le gouvernement tchécoslovaque se voyait dans la nécessité de surmonter les difficultés initiales avec ses propres moyens.

Or, les moyens qui lui restaient de l'empire des Habsbourg étaient fort insuffisants. Quatre ans de guerre avaient détruit quantité de valeurs économiques sans en créer de nouvelles. Pendant les hostilités, toute la vie économique avait été tournée vers les besoins militaires; au lendemain des hostilités, il fallait transformer toute la production, mais on manquait pour ainsi dire de tout ce dont on avait besoin pour cela. Les régions fertiles des provinces tchèques avaient été, vers la fin des hostilités, entièrement ruinées, quoique à l'abri des conséquences directes de la guerre; les populations n'avaient ni vivres ni vêtements; l'industrie manquait de matières premières, les usines de machines neuves, les mines avaient été mises au pillage, les transports étaient désorganisés, et la monnaie dépréciée — tout ce qui fait un pays moderne était

en désordre, et le désordre était aussi, malheureusement, dans les esprits.

Dans son programme, le premier gouvernement fit figurer à la première place le ravitaillement de la population et la consolidation des bases économiques et financières du pays. C'étaient là des objectifs en apparence modestes pour un programme ministériel, mais même des tâches aussi simples que le ravitaillement des populations, dont l'Etat ne se soucie aucunement ou d'une façon minime dans les conditions normales, nécessitaient alors le déploiement de toute la sollicitude des pouvoirs publics. Il fallait alors, à la vérité, le labeur concentré de plusieurs ministères et encore, le cas échéant, l'intervention des missions de l'Entente, pour faire compléter des approvisionnements de vivres de rebut par des importations, et, maintes fois, dans les premiers temps de la République Tchécoslovaque, le Conseil des ministres examina anxieusement les moyens qui permettraient d'importer à temps riz et farine dans le pays, et envisagea avec inquiétude l'approche des échéances, n'ayant pas à sa disposition assez d'objets de compensation en place de devises étrangères. La question du ravitaillement était alors la question des questions, et toute l'évolution future dépendait de la solution de ce problème. Comme la Tchécoslovaquie avait gardé pour les premiers temps le système économique qui existait dans l'ancienne monarchie et dont le maintien s'avérait une néces-

sité évidente pour la période de transition, à savoir le système de la réglementation du commerce, c'était l'Etat, en l'espèce le ministère du Ravitaillement, qui assumait la tâche, difficile entre toutes, de remplir l'estomac des populations. Et, comme la production économique indigène, très diminuée, ne suffisait pas à beaucoup près à couvrir tous les besoins, il fallait se procurer des denrées alimentaires par des achats massifs à l'étranger. Cela ne se fit pas, bien entendu, sans contracter des emprunts considérables, sans lesquels tous achats à l'étranger fussent demeurés impossibles. Mais cela redoublait les difficultés contre lesquelles le gouvernement avait à lutter, car le caractère fortement industrialisé du pays exigeait que l'Etat prît également soin des intérêts des classes industrielles; et d'autre part, la politique financière projetée par l'Etat poursuivait à son tour des objectifs divergents de ceux de la politique populaire du ravitaillement. Le gouvernement reçut alors une aide efficace, en matière de ravitaillement, de la part des puissances de l'Entente, notamment des Etats-Unis d'Amérique, tant au point de vue crédits qu'au point de vue denrées et transport ; sans ces secours, la Tchécoslovaquie aurait eu peine à traverser les premières années dans une tranquillité relative. Ce ne fut qu'au bout de quelques années que les difficultés de ravitaillement disparurent définitivement, lorsque la restauration de l'activité économique eut amené

Alois Rašín,
premier ministre des finances.

une amélioration générale de la situation. La réglementation du commerce ne prit fin, formellement, qu'en 1923.

Le gouvernement se vit en butte à des difficultés identiques pour assurer les fondements économiques du pays. Il s'agissait en première ligne de ranimer la production industrielle. La Tchécoslovaquie avait hérité de la plus grosse partie de l'industrie de l'ancienne Autriche et de l'ancienne Hongrie : sur l'industrie de l'ancienne Autriche, il revenait aux provinces de Bohême, Moravie et Silésie 56,8 %, et dans les provinces de Slovaquie et de Russie Subcarpathique il était resté également une part importante de l'ancienne industrie hongroise ; c'est ainsi par exemple qu'il est passé à la Tchécoslovaquie 92 % de la production austro-hongroise globale de sucre, 92 % de la production de verres et cristaux, 87 % de celle de malt, 75 % de l'industrie du coton, la presque totalité de l'industrie porcelainière, etc. Le démembrement de la monarchie entraîna naturellement des changements graves pour l'industrie tchécoslovaque. Avant la guerre, cette industrie était organisée pour un marché intérieur qui comprenait tout le territoire de l'Autriche-Hongrie et comptait plus de 50 millions d'habitants ; après la guerre, elle se trouva avoir perdu les deux tiers environ de son marché, qui était protégé par des douanes : les anciens marchés intérieurs se troûvèrent transformés en marchés étrangers, et l'industrie tchécoslovaque

dut s'organiser en vue de l'exportation. La Tchécoslovaquie devint un pays exportateur, 70 % de sa production ne pouvant trouver de débouché qu'à l'extérieur des frontières. Cette transformation inéluctable de l'industrie tchécoslovaque ne s'effectua pas sans difficultés. Il y eut des difficultés pour se procurer les matières premières nécessaires, il y en eut du fait des fluctuations du cours des changes, il y en eut avec les transports, et il y eut même des risques de troubles sociaux.

Il fallait parachever l'indépendance politique par l'indépendance économique. Si la Tchécoslovaquie voulait pratiquer sa politique économique propre, il lui fallait constituer, à l'intérieur des frontières du pays, un territoire douanier propre et indépendant, et posséder sa propre monnaie. La séparation douanière d'avec les autres provinces de l'Autriche-Hongrie fut effectuée en février 1919, et fut suivie presque aussitôt de la séparation monétaire. Toutes les mesures qui ont trait aux débuts de la monnaie et des finances tchécoslovaques sont indissolublement liées au nom du premier ministre des Finances, Alois Rašín. L'homme qui avait été un organisateur intrépide de la lutte révolutionnaire à l'intérieur devint après le coup d'Etat l'artisan non moins énergique de l'indépendance économique. A une époque où l'ordre économique était absolument relâché, Rašín déploya ses efforts pour faire poser comme le problème fondamental

de l'administration celui de l'ordre dans les finances d'Etat et dans la monnaie nationale, et il sut, pour réaliser son plan financier, obtenir de l'Assemblée Nationale des pouvoirs quasi dictatoriaux; il en poursuivit ensuite l'exécution avec une ténacité inébranlable et il triompha de tous les obstacles. La monnaie austro-hongroise, que l'Etat tchécoslovaque avait conservée lors du coup d'Etat, s'était déjà fortement dépréciée par suite de l'inflation pratiquée durant les hostilités, mais la dépréciation continuait, vu que la Banque d'Autriche-Hongrie, en dépit des protestations de la Tchécoslovaquie, tirait chaque jour des millions de nouveaux billets. C'est pourquoi Rašín opéra dès les premiers mois (25 février 1919) la séparation d'avec la monnaie autrichienne, en prenant, afin d'empêcher toute dépréciation ultérieure, une série de mesures énergiques (retrait d'une partie des billets en circulation, interdiction d'émettre de nouveau papier-monnaie sans une base légale); en particulier, un impôt spécial sur le capital devait servir au redressement de la monnaie tchécoslovaque ; il fit l'objet d'une loi postérieurement, mais il rentre dans le plan de Rašín. Grâce à Rašín, la Tchécoslovaquie mit en lumière, dès le début, l'importance d'un change sain pour l'économie nationale toute entière, et la considération de la monnaie fut décisive pour toute la politique financière et économique. Cela comportait, il va sans dire, la nécessité d'interventions

énergiques et celle de sacrifices étendus de la part de toutes les classes de la population ; d'une manière générale, d'ailleurs, c'est tout l'ensemble de la politique pratiquée qui prenait pour point d'appui l'amour persévérant du travail et l'esprit de sacrifice de toutes les classes ; la devise de Rašín : « travailler et épargner », qui sonnait si durement aux oreilles dans les premiers jours, tout à la joie de la liberté reconquise, devinrent peu à peu la maxime courante de la vie économique de la Tchécoslovaquie. Ce furent là aussi les bases effectives de la prospérité économique et financière ultérieure du pays, que celui-ci ne connut, naturellement, qu'au cours des années suivantes.

Si, dans la politique financière, on attacha, grâce à l'autorité de Rašín, la plus grande importance à la question de la monnaie, les autres tâches de l'administration des Finances n'étaient pas plus faciles, et il ne fallut pas moins d'énergie pour s'en acquitter avec honneur. Sans parler des grandes organisations à mettre sur pied (les services de l'administration centrale des Finances), il fallait dresser le premier budget de l'Etat et contracter les premiers emprunts pour le mettre en équilibre, il fallait chercher à l'étranger des crédits pour permettre l'importation de matières premières et de denrées alimentaires, il fallait trouver des recettes pour faire face à tous les besoins pressants de l'Etat résultant de la création

d'un pays indépendant et des nécessités de l'après-guerre, qui n'épargnaient aucun pays (organisation d'une armée, réfection des voies ferrées et du matériel roulant, ajustement des traitements des fonctionnaires et des instituteurs, réduction des prix des denrées alimentaires, subventionnement des constructions neuves, etc.). Il est bien compréhensible que, même avec l'énergie indomptable de Rašín, on n'ait pas réussi la première année, et que ses successeurs immédiats au ministère des Finances n'aient pas, eux non plus, réussi à mettre le budget de l'Etat en équilibre ; des dépenses imprévues (la guerre de Slovaquie) et les nécessités impérieuses de l'après-guerre vinrent rendre vains les efforts pour ainsi dire sisyphéens des gérants du Trésor tchécoslovaque : déficits budgétaires se montant à des milliards et sommes énormes dépensées hors budget furent l'accompagnement de l'administration financière des premières années de la République. Il fallut une série d'années avant que le ministre des Finances eût réussi à mettre les finances de l'Etat en équilibre, œuvre qui fut facilitée aussi par la consolidation générale de la situation de la Tchécoslovaquie.

Les premières années, les pouvoirs publics ne purent se dispenser d'intervenir directement dans la vie économique. Sur quelques points, c'était absolument nécessaire pour restaurer les bases de l'entreprise économique. Mais le gouvernement

contribua beaucoup aussi à la consolidation de la vie économique en se préoccupant, dans le désarroi d'alors, de maintenir l'ordre et de permettre ainsi une évolution paisible vers le mieux. Le coup d'Etat fut accompli, à Prague et dans les provinces tchèques en général, avec un minimum de violences commises et en évitant si bien toute effusion de sang, qu'il ressembla plutôt à une manifestation solennelle qu'à une explosion révolutionnaire. L'ordre, tel fut le mot d'ordre des journées du coup d'Etat, et le gouvernement prit cette maxime également comme maxime politique. Il agit ainsi, pour cette bonne considération qu'en maintenant l'ordre il se faciliterait son œuvre administrative et délivrerait, pour l'opinion étrangère, le meilleur certificat de la maturité politique du nouvel Etat. C'est aussi dans ce sens que s'exprimaient les conseils qui étaient adressés à Prague de l'étranger.

C'est pourquoi, se rendant un juste compte de la situation, le Comité National décida dans la première loi, en date du 28 octobre, de laisser en vigueur toutes les lois et administrations existantes, « afin d'éviter la production de désordres, et d'organiser le passage sans troubles à une nouvelle vie politique ». C'était pour le nouvel Etat un grand avantage que d'avoir eu en suffisance des fonctionnaires expérimentés, qui maintinrent toute l'administration en marche, et que d'avoir vu, à proprement parler, tout le personnel

administratif rester dans les bureaux avec une soumission toute naturelle à la nouvelle autorité politique. Aux échelons inférieurs de l'administration, notamment, il ne se produisit pour ainsi dire aucun changement avec le nouveau régime. Mais les administrations centrales et les ministères nouvellement créés, eux aussi, furent occupés sans trop de difficultés par du personnel tchèque ayant servi avant le coup d'Etat dans les administrations centrales de Vienne, ou par d'autres spécialistes qui mirent leurs connaissances à la disposition du nouvel Etat. En Slovaquie, cela va sans dire, la situation était beaucoup plus fâcheuse : il n'existait pas du tout de personnel administratif slovaque et ayant une conscience nationale. Il fallut remplacer les fonctionnaires hongrois, lorsqu'ils se refusaient à reconnaître l'Etat tchécoslovaque, la plupart du temps par du personnel tchèque ; celui-ci apporta dans l'administration un esprit de justice égal pour toutes les classes de la population et rendit, à cette époque de transition qui était la plus difficile de toutes, des services inappréciables à la renaissance de la patrie slovaque. Mais les changements indispensables auxquels on procéda dans l'administration de la Slovaquie eurent des effets fâcheux pour toute la vie publique dans la seconde partie de la République et se trouvent avoir été l'un des obstacles à la consolidation de la situation politique slovaque.

Si le niveau de l'appareil administratif n'avait

pas baissé dans le nouvel Etat, ce qui avait baissé au lendemain des hostilités, c'était l'importance des bureaux et, d'une manière générale, l'autorité de l'Etat. La guerre avait miné et désagrégé beaucoup d'anciennes valeurs, et les hommes qui avaient subi les horreurs et les privations de la campagne réintégraient leurs foyers avec des idées sur l'organisation du monde tout autres que celles qu'ils avaient auparavant. La Grande Guerre accentua partout les idées démocratiques et fit pénétrer le radicalisme dans tous les esprits.

La démocratie avait été, dans les pays tchèques, le programme de tous les efforts de la nation depuis le temps de sa renaissance, et toute réalisation de la démocratie dans la vie publique avait été considérée, à juste titre, comme un succès national. L'heureux résultat de la guerre donna la possibilité de réaliser ce programme dans sa plénitude.

Aussi n'y eut-il, ni dans les couches populaires, ni dans les cercles dirigeants de la politique, la moindre contestation sur le fait que l'Etat tchécoslovaque serait une république démocratique, et l'effort pour bâtir un Etat démocratique exemplaire où régnerait la justice sociale anime toutes les lois qui fixent la nature politique du pays. Ces lois, ce sont : la Constitution provisoire, qui, déjà, proclama la Tchécoslovaquie république démocratique avec un président à sa tête ; la loi décrétant l'abolition de la noblesse et de tous les titres et

Václav Klofáč,
premier ministre de la Défense Nationale.

ordres ; et, tout particulièrement, la loi réglementant les élections municipales, qui fut votée tout au début de l'année 1919. Cette réforme importante abolit définitivement les privilèges politiques de la fortune et du sexe, qui avaient été vainement combattus dans l'ancien empire des Habsbourg depuis des dizaines d'années ; cette réforme réalisée pour les élections municipales montrait déjà dans quel sens allaient se faire toutes les autres réformes politiques : le droit de suffrage, dans les élections en question, appartient dans la République Tchécoslovaque à tous les citoyens, sans distinction de sexe, âgés de 21 ans révolus et domiciliés depuis trois mois au moins dans la commune.

La démocratisation radicale de l'administration municipale ne tarda pas à manifester ses effets sur toute la vie politique. Les élections municipales eurent lieu, avec application de la nouvelle réglementation, au printemps 1919 (le 15 juin). A cette époque-là, la vague socialiste continuait encore à déferler dans l'Europe entière, et, en Tchécoslovaquie également, les partis socialistes remportèrent aux élections une grande victoire. Le glissement évident des forces politiques vers la gauche fournit la preuve que la composition de l'Assemblée Nationale ne répondait plus à la force respective des partis dans le nouvel Etat. Cela accrut la tension qui avait existé au Parlement, dès les tout premiers débuts, entre le bloc bourgeois et le bloc socialiste, et, comme l'Assemblée Nationale,

n'ayant pas terminé son œuvre constituante, ne pouvait encore être dissolue, la crise fut résolue par un changement de ministère (8 juillet 1919).

Le second cabinet, — appelé d'ordinaire la coalition rouge-verte, — fut composé en majorité de représentants des deux camps politiques les plus forts, à savoir les socialistes (huit membres), et les agrariens (quatre membres) ; il y eut en outre dans le ministère deux Slovaques, et le ministre des Affaires étrangères Beneš, qui se tenait à l'écart des partis. Les démocrates nationaux restèrent en dehors du gouvernement, ainsi que les cléricaux, qui avaient eu un représentant dans le cabinet Kramář. Le président du Conseil fut un des chefs du parti social-démocrate, Vlastimil Tusar, qui rapportait de son dernier poste — la représentation diplomatique de la Tchécoslovaquie à Vienne, — l'art de négocier et faire conclure les compromis indispensables. La plupart des membres du premier ministère se retrouvèrent dans le cabinet Tusar, et le programme du nouveau gouvernement se rattacha à celui de son prédécesseur. On était toujours en présence des problèmes, non résolus encore, qui s'étaient posés à la naissance du nouvel Etat, et qui se posaient d'une manière encore plus aiguë. Le caractère surtout socialiste du gouvernement et l'influence croissante du mouvement ouvrier rendaient compréhensible que le programme ministériel accentuât le caractère dé-

mocratique de la République ainsi que ses problèmes sociaux.

Les questions d'ordre social avaient réclamé leur solution dès le début de la République d'une façon pressante. Tous les pays d'Europe avaient dû au lendemain des hostilités régler les problèmes menaçants de la misère et de l'oppression sociale, qui étaient senties plus vivement que jamais ; les supprimer sans plus de retard constituait une exigence de cette époque troublée. L'enthousiasme joyeux éprouvé du fait de la liberté nationale reconquise aida en Tchécoslovaquie, les premiers temps, à mettre quelque peu une sourdine à l'agitation révolutionnaire d'ordre social, mais dans ce pays non plus on ne pouvait faire traîner longtemps la réalisation des réformes sociales. La composition sociale du peuple tchécoslovaque, — le lien encore assez peu lâche entre les couches supérieures de la société et les couches profondes des classes laborieuses, — la tradition nationale et l'évolution historique poussaient la République Tchécoslovaque dans la voie d'une politique sociale catégorique, politique qui fut acceptée, même par les partis conservateurs, non pas seulement comme un système de précautions contre des explosions révolutionnaires, mais aussi, plus ou moins, comme une affaire de justice sociale.

Au nombre des lois sociales les plus remarquables de la première période figure la loi sur la journée de huit heures, qui entra en vigueur

le 13 janvier 1919; grâce à cette loi, la République Tchécoslovaque se trouve avoir été le premier Etat à avoir fait passer dans le domaine des réalités le desideratum qui devint par la suite le programme de la politique sociale internationale dans l'esprit des traités de paix. D'autres textes d'une grosse portée sociale, la loi sur les secours aux chômeurs, avaient été nécessités, dès les premiers mois d'existence du nouvel Etat, par la difficile situation économique d'après-guerre, à l'époque où des milliers de travailleurs réintégraient leurs foyers et ne pouvaient pas trouver un emploi, étant donné la désorganisation de la production à ce moment-là ; cette mesure de secours fut remplacée ultérieurement (1925) par une organisation permanente de remèdes au chômage, avec application du système dit de Gand. A la période du premier ministère appartient encore un réaménagement des assurances-maladie, qui furent dotées d'un statut légal définitif en 1924. Dans la législation de politique sociale rentrent encore la protection des locataires et toute une série de lois ayant trait à la crise du logement, problème brûlant, en particulier dans les grandes villes, et s'efforçant de l'atténuer en subventionnant les constructions neuves ; les lois de cet ordre furent inaugurées dès 1918, et plusieurs textes extraordinaires qui rentrent dans cet ordre d'idées ne sont pas encore abrogés à l'heure actuelle. Naturellement, le cabinet Tusar poursuivit, lui aussi, l'édification

d'une législation de prévoyance sociale. C'est à cette époque, en particulier, que l'Etat accorda des secours aux mutilés de guerre et aux ayants-droit des soldats morts pour la patrie; près d'un demi-million de personnes étaient encore secourues à ce titre au 1er janvier 1927 (à l'origine plus de 700.000).

Toutes ces importantes mesures sociales ne suffisaient pas à calmer l'agitation régnant au lendemain de la guerre dans les couches profondes du peuple. L'essor du mouvement socialiste dans l'Europe orientale avait éveillé le désir d'un réajustement des situations de fortune qui réalisât au moins en partie les principes économiques socialistes. On conçut après la guerre le projet de cette transformation, dans la pratique, sous la forme d'une socialisation de certaines branches de la vie économique ; on devait socialiser les domaines de la vie économique qui étaient concentrés aux mains de grandes entreprises, telles que, par exemple, les mines, les forges, et, en agriculture, les latifundia.

Tout comme dans les pays voisins, la socialisation et la démocratisation économique étaient devenues, en Tchécoslovaquie aussi, le mot d'ordre des partis socialistes dans la lutte. La situation agraire particulière de la Tchécoslovaquie fit passer au premier plan des demandes de socialisation la question du sol ; c'est aussi sur ce point que la socialisation a été d'abord réalisée. La

suppression des latifundia et une meilleure répartition de la propriété foncière avaient été dès longtemps, dans les provinces tchèques, une. revendication des aspirations nationales tchèques. La répartition défavorable du sol, avec ses fâcheuses conséquences, plonge par ses racines dans le passé, et tient dans une certaine mesure à la chute de l'Etat tchèque national au XVII^e siècle ; tous les éléments de la question, d'ordre économique, social et national en même temps, en apparurent, lorsque la solution de cette question devint d'actualité dans l'Etat indépendant. La situation était semblable en Slovaquie. La nationalisation du sol devait satisfaire à la justice historique, contenter les désirs des travailleurs pauvres de la culture, et mettre fin à l'émigration. La question fut mûre pour la solution lorsque tous les partis, en particulier les socialistes et les agrariens, furent tombés d'accord pour un compromis. C'est ainsi qu'on en vint au premier texte de loi, qui devint la base de toute la réforme foncière, la loi dite de saisie (16 avril 1919) ; tous les grands domaines de la Tchécoslovaquie, contenant plus de 150 hectares de sol labourable ou de 250 hectares de sol en général, furent déclarés en état de saisie.

Cette loi générale donna quelque apaisement au mouvement déchaîné pour la nationalisation du sol, et devint le point de départ de la législation ultérieure, poursuivie par le cabinet Tusar. Alors fut créé (automne 1919) l'Office National Fon-

cier, chargé d'appliquer la réforme foncière dans sa totalité, et fut prise la décision concernant le partage des biens saisis et les indemnités à servir en échange des domaines enlevés à leurs propriétaires ; le point de vue socialiste obtint que les domaines saisis pussent être redistribués à des coopératives, mais par ailleurs c'est le point de vue agrarien sur la propriété foncière qui triompha. Si les lois sur la réforme foncière, votées dans une période révolutionnaire, sont devenues au cours de l'évolution ultérieure le fondement d'une grande œuvre de démocratie économique, les tentatives de socialisation dans le domaine de la production industrielle n'ont pas eu de succès ; la situation était ici plus complexe et la pénétration du système socialiste de production dans l'économie capitaliste plus malaisée. Néanmoins, même dans ce domaine, il fut voté, sous le régime de la coalition rouge-verte, plusieurs textes qui sont une manifestation importante des efforts de l'époque vers la démocratisation économique. Ce sont les lois instituant dans les mines les conseils ouvriers d'entreprise et d'arrondissement minier, et la participation des mineurs à l'administration des mines et aux bénéfices (1920). Ces lois, qui ne s'appliquaient qu'à un seul domaine de la production, les mines, devaient frayer la route à des lois générales. Une loi de cet ordre, et d'application générale, fut promulguée en 1921 : c'est celle qui institue les comités ouvriers d'entreprise

dans les entreprises à but lucratif ; on n'est pas, jusqu'ici, allé plus loin dans cette voie.

Le couronnement des efforts tendant à instituer en Tchécoslovaquie un régime démocratique fut l'élaboration de la Constitution sous le cabinet Tusar. Ce fut l'œuvre de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire même, c'est-à-dire sans la participation des Allemands. Après de longues délibérations et de nombreux compromis entre les différents partis, la Constitution tchécoslovaque fut votée par l'Assemblée constituante peu avant de se séparer (29 février 1920). Elle est toute empreinte d'esprit démocratique : la Tchécoslovaquie est constituée en république parlementaire ; le pouvoir législatif est exercé par une Assemblée Nationale, composée d'une Chambre des Députés et d'un Sénat, dont les membres sont élus au suffrage universel, direct et secret avec application du principe de la représentation proportionnelle (pour le Sénat, la limite d'âge d'éligibilité est élevée de quatre ans) ; à la tête de l'Etat est un président, élu par l'Assemblée Nationale et doté de prérogatives considérables, qui font de son rôle constitutionnel autre chose qu'un poste purement représentatif. Malgré la non participation des minorités ethniques, alors non encore réconciliées avec l'Etat tchécoslovaque, la première assemblée législative ne réduisit pas leurs droits naturels : tous les engagements figurant au traité conclu le 10 septembre 1919 entre la Tchécoslovaquie et les gran-

Vlastimil Tusar,
président du IIe et du IIIe gouvernement tchécoslovaque.

des puissances au sujet de la protection des minorités, furent inscrits dans la Constitution, mais par elle-même, celle-ci, dans ses stipulations et dans son esprit, garantissait aux minorités des droits encore plus étendus.

En même temps que la Constitution, on vota également une grande réforme administrative, l'organisation départementale : on visait à instituer dans les provinces tchèques, comme en Slovaquie, une administration uniforme, partageant le territoire, sans égard aux frontières ethniques, en 21 circonscriptions administratives, les *župy* (départements) ; dans les nouveaux services administratifs, l'élément bureaucratique spécialisé devait être uni, en une collaboration rationnelle, à l'élément purement civil, et, tout en instituant la centralisation nécessaire, on laissait la possibilité d'une véritable autonomie ; les anciennes provinces (Bohême, Moravie, etc.) étaient supprimées en tant qu'entités administratives, mais les départements pouvaient, en vue de tâches étendues, se fédérer en Unions provinciales de départements. L'organisation départementale fut, avec la Constitution et la réforme foncière, l'œuvre législative la plus importante de la période révolutionnaire. L'administration y était conçue dans un esprit vraiment moderne et démocratique, et le problème administratif fondamental d'un Etat composé de deux parties diverses et formant chacune un tout, le problème de la centralisation et de l'autonomie, s'y trouvait

résolu avec une intelligence véritable des choses. Toutefois, cette réforme ne fut pas appliquée dans son ensemble : l'organisation départementale fut bien mise en train en Slovaquie en 1923, mais dans les pays historiques l'application en fut sans cesse ajournée, tant qu'enfin (en 1927), sous l'influence d'une situation politique nouvelle, l'organisation départementale fut retransformée en organisation provinciale (Bohême, Moravie, Slovaquie, Russie Subcarpathique).

Par ce groupe de lois se terminait au fond l'œuvre législative de la révolution nationale tchécoslovaque. Dans le labeur fiévreux que réclamait une époque troublée avait été forgé un cadre solide pour la vie publique du pays. Les principes de la démocratie étaient incorporés dans toutes les institutions publiques. Cela s'était fait avec une sincérité et un courage qui ne redoutaient pas les difficultés inévitables dans un Etat d'un niveau de culture aussi peu uniforme. Cela s'était fait dans cette conviction que l'Etat, qui avait été restauré au nom de la liberté démocratique, ne maintiendrait sa liberté que par la liberté et par une liberté de plus en plus parfaite.

III

LA LUTTE POUR L'EUROPE NOUVELLE

La Tchécoslovaquie, s'étant rangée du côté de l'Entente pendant la guerre, a joui des avantages d'avoir appartenu au camp vainqueur non seulement lors des négociations de paix, mais encore pendant toute la période des premières années d'après guerre; dans l'instabilité de la situation générale, l'Entente constituait une autorité et une aide puissantes. Lorsque, au cours des années qui suivirent la liquidation de la guerre par la Conférence de la Paix, les anciennes alliances se trouvèrent en état de crise, la Tchécoslovaquie perdit beaucoup, elle aussi, du puissant soutien que constituait pour chaque allié le clair groupement antérieur des forces internationales. Il y eut une époque où la République Tchécoslovaque dut prouver si, telle qu'elle était issue des traités de paix, elle était une formation artificielle et incapable de vivre, ainsi que le prétendaient ses ennemis, ou si, conformément à l'opinion de ses créateurs, elle organisait vraiment mieux que les formations politiques d'avant guerre la partie de l'Europe centrale qui lui était échue comme territoire national.

La politique extérieure de la Tchécoslovaquie opéra cette démonstration. Dans la première période, son rôle fut d'assurer à la Tchécoslovaquie, qui n'avait été jusqu'alors qu'une idée peu claire de la propagande de guerre, une situation inter-

nationale, des frontières fermes, et des conditions favorables d'existence, ainsi que de défendre, dans le chaos d'après guerre, ce qui avait été obtenu grâce à la guerre à la Conférence de la Paix. Elle assumait dès lors le rôle de contribuer, en participant à la politique internationale, à l'organisation du nouvel ordre de choses en Europe : la Tchécoslovaquie devait devenir elle-même un élément actif d'apaisement général et de consolidation de la nouvelle situation européenne. La consolidation de la situation intérieure, en particulier au point de vue économique, vint apporter, dans les années ultérieures, un appui efficace à cette œuvre de la politique extérieure tchécoslovaque.

Un avantage pour cette dernière est d'avoir vu pendant dix années entières sa direction entre les mêmes mains fermes, et de n'avoir pas subi la répercussion des changements de ministère, d'ailleurs peu nombreux. Le président Masaryk et le ministre Beneš avaient déjà mené avec succès, durant les hostilités, les actions diplomatiques, et tous les deux, le président et le ministre des Affaires étrangères, ont appliqué depuis l'instauration de la République, en matière de politique extérieure, les mêmes principes qui s'étaient avérés, pendant les hostilités, profitables à la cause tchécoslovaque. Cette politique avait été aussi reconnue communément par tous les partis tchécoslovaques ; l'opposition qui s'est avec le temps déclanchée contre la politique étrangère et ses représentants n'a pas été

une critique objective des principes ou de leur application, — bref, il n'y a pas eu, en Tchécoslovaquie, une autre conception sérieuse de la politique extérieure de l'Etat tchécoslovaque.

Le premier but de la politique tchécoslovaque, une fois la guerre liquidée, fut de nouer, sur une base désormais nouvelle, des relations amicales avec les pays voisins, avec lesquels la Tchécoslovaquie s'était trouvée former une communauté politique plus ou moins étroite. Ni en Autriche ni en Allemagne les traités de paix ne furent une pierre d'achoppement pour une cohabitation amicale avec la Tchécoslovaquie.

La perte d'un territoire peu étendu — pays de Vitoraz (Vitorazsko) et de Valčice (Valčicko) — que la République Autrichienne dut céder à la Tchécoslovaquie en vertu du traité de St-Germain, ne devint pas une plaie ouverte et que les années même n'arrivent pas à cicatriser; des raisons d'ordre historique et ethnographique avaient d'ailleurs rendu cette perte assez légère. La renonciation aux régions allemandes des provinces tchèques historiques ne gâta pas non plus gravement les rapports entre les deux républiques voisines: l'appartenance desdites régions à la République autrichienne était purement illusoire, et la lutte livrée autour du droit à disposer d'eux-mêmes pour les Allemands des provinces tchèques n'était purement et simplement que les dernières notes de l'orientation autrichienne des hommes politiques

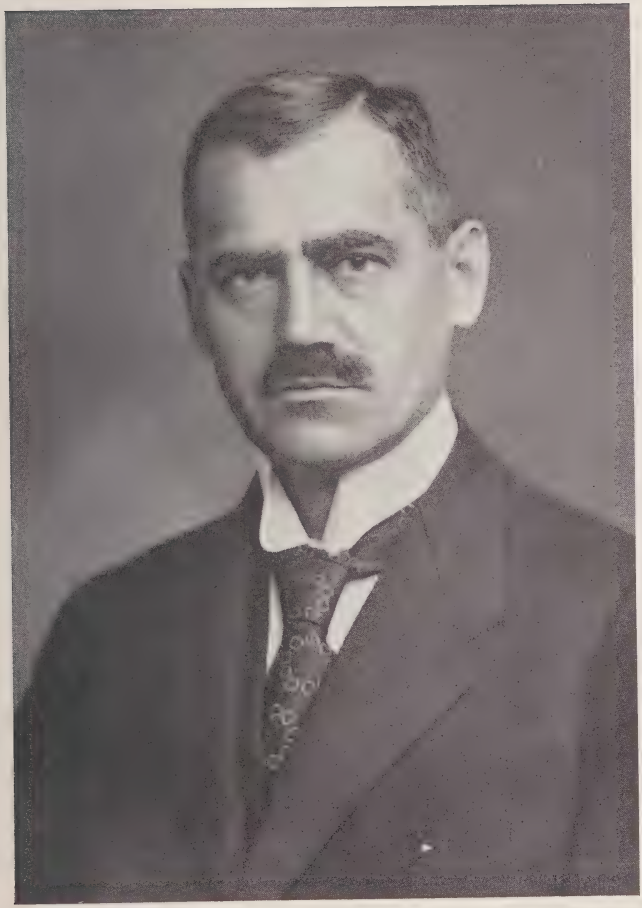
des provinces tchèques, et nullement un intérêt fondamental de la nouvelle République autrichienne. Les relations économiques des deux pays, telles qu'elles s'étaient constituées au cours d'une période de cohabitation plusieurs fois séculaire, s'imposèrent bientôt et retentirent également sur les relations politiques, qui commencèrent à prendre une tournure amicale. En sa qualité d'ancien élément composant d'un ancien et vaste composé politique et économique, la Tchécoslovaquie avait besoin, pour pouvoir se développer dans le calme, d'une situation alors encore en bon ordre chez ses voisins. C'était donc son propre intérêt qui poussait la Tchécoslovaquie à aider, dans la mesure de ses forces, sa voisine autrichienne à surmonter ses difficultés d'après guerre. Cette participation active aux destinées de l'Autriche commença à partir de la visite du chancelier Renner à Prague (janvier 1920), visite qui prépara les conditions voulues pour une solution amiable de toutes les questions de relations réciproques. Après une convention commerciale provisoire (avril 1921), il y eut conclusion d'un accord politique tchécoslovaco-autrichien (dit accord de Lány, décembre 1921) : aux termes de cet accord, les deux États se garantissent mutuellement leur territoire, ainsi que la neutralité en cas de guerre, et s'engagent à ne pas tolérer sur leur sol de mouvements visant à défaire l'ordre institué par les traités de paix ; le complément, ou mieux l'exécution de l'accord de Lány

est la convention d'arbitrage conclue ultérieurement entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche (mars 1926). C'est au moment de l'effondrement catastrophique du change autrichien (1922) que la Tchécoslovaquie manifesta de la manière la plus efficace l'intérêt qu'elle prenait à la prospérité de l'Autriche. La Tchécoslovaquie aida alors sa voisine au moyen d'un emprunt important (500 millions de couronnes tchécoslovaques), et contribua tout particulièrement à l'élaboration et à la mise en application du plan d'assainissement de la Société des Nations, plan qui devint la base du redressement financier de l'Autriche ; outre sa participation active aux délibérations qui eurent lieu à ce sujet à Genève, la Tchécoslovaquie assuma de garantir pour 20% l'emprunt international (de 650 millions de couronnes-or) qui fut consenti à l'Autriche en exécution dudit plan international. L'assainissement financier de l'Autriche, couronné de succès, constitua un pas important vers la pacification de la situation de l'Europe centrale en général, et aussi, cela va sans dire, vers le redressement économique de l'Autriche. Sur ce point encore, ce qui était important, c'étaient les relations commerciales et économiques de la Tchécoslovaquie avec l'Autriche, relations qui furent définitivement réglées grâce au traité de commerce de 1924. L'intérêt qu'ont les deux pays à une évolution économique tranquille se reflète mieux que tout dans le volume des relations commerciales (1927) : l'Au-

triche représente dans le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, où elle tient la seconde place, 11,4% du chiffre total, soit 4.341 millions de couronnes tchécoslovaques.

Le seul empêchement à une entente politique complète entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche est l'idée du rattachement de ce dernier pays à l'Allemagne; en ces derniers temps surtout, cette question est passée au premier plan de l'agitation politique. La Tchécoslovaquie s'oppose à ce rattachement de la façon la plus catégorique, car elle voit là une menace pour ses intérêts vitaux. Mais elle estime que l'« Anschluss » n'est spécifiquement un problème ni de l'Autriche ou de l'Allemagne simplement, ni même de l'Europe centrale, mais que c'est une question intéressant toute l'Europe et que c'est comme telle qu'elle doit se voir résolue.

Le territoire cédé par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie ne devint pas non plus la cause d'une mésentente durable entre ces deux pays. En comparaison des autres modifications territoriales, le pays de Hlučín (Hlučínsko) devait paraître un véritable détail (285 kmq), et la cession de membres de la communauté ethnique était également insignifiante (sur les 45.000 habitants qui passèrent à la Tchécoslovaquie, il y avait 14% seulement d'Allemands). L'Allemagne ne réclama jamais non plus sérieusement les pays allemands de Tchécoslovaquie, et la politique raisonnable du gouvernement tchécoslovaque à l'égard de ses



Jan Černý,
président du gouvernement de fonctionnaires.

citoyens allemands ne vint pas donner à leurs compatriotes du Reich des motifs d'hostilité irréconciliable. Et ainsi, malgré que la Tchécoslovaquie eût été à la Conférence de la Paix, et durant la guerre même par ses armées de l'étranger, dans le camp adverse, les rapports internationaux des deux républiques prirent dès le début une tournure entièrement correcte. Les questions connexes de l'annexion du pays de Hlučín (1920) furent résolues sans difficultés, de même que celle d'une entente économique, non moins indispensable, étant donné les actives relations des deux pays; l'Allemagne occupe dans le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie (1927) le premier rang, avec 22,6% du chiffre total des échanges, représentant une valeur de 8.601 millions de couronnes tchécoslovaques.

L'établissement pacifique de la frontière et la prompte reprise de relations amicales entre la Tchécoslovaquie et ses voisines allemandes contrastèrent avec le conflit traînant en longueur à l'Est entre les deux pays slaves. La solution du litige concernant le pays de Těšín, partie de l'ancien Etat tchèque, se prolongea au delà de la conclusion de tous les traités de paix auxquels la Tchécoslovaquie se trouvait intéressée: toutes les phases du conflit, d'abord les opérations militaires qui aboutirent à l'occupation du pays de Těšín par les Polonais, puis à sa reprise par les Tchèques, ensuite les diverses tentatives faites en vain pour arriver à une solution, et enfin l'agitation passion-

née en vue du plébiscite, énervèrent l'opinion publique de l'un et l'autre pays au point que, même une fois le litige liquidé par une sentence des Alliés (juillet 1920), il subsista beaucoup de rancœurs, qui empêchèrent un rapprochement amical de se produire immédiatement. Néanmoins, dès 1921, le ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie prit l'initiative d'une politique active de collaboration amicale vis-à-vis de la Pologne, et, effectivement, cette année-là même, on arriva à conclure une convention, à la fois politique et commerciale, entre les deux pays; et ces relations furent développées au moment de la Conférence de Gênes l'année suivante, ainsi que pendant la conférence de la Petite Entente à Prague. Mais ces heureux débuts se trouvèrent interrompus pour plusieurs années par le conflit autour de Javorina, petit pays d'importance plutôt touristique, sur lequel les Polonais élevèrent des prétentions au moment de la délimitation des frontières; la convention tchécoslovaco-polonaise ne fut pas ratifiée. Les intérêts de partis de la politique intérieure s'emparèrent de cette question au fond toute secondaire d'un détail de délimitation, et compromirent un temps les efforts sérieux des hommes d'Etat responsables ainsi que la paix véritable entre les deux pays voisins. Ce ne fut qu'une fois ce nouveau conflit liquidé après sollicitation de la Cour Permanente de Justice Internationale (printemps 1924), qu'il fut possible de reprendre l'œuvre

entamée trois ans auparavant. Le rapprochement politique de la Tchécoslovaquie et de la Pologne fut parachevé au printemps 1925 (23-IV) par la signature d'un traité d'arbitrage.

Si le temps et la bonne volonté sincère des hommes d'Etat dirigeants redressèrent la situation, troublée au début, des rapports entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, la frontière méridionale de ce dernier pays, en face de la Hongrie, demeura la cause d'une mésentente persistante, qui a été la source de difficultés sans fin. La Hongrie ne se résigna pas à l'état de choses créé par les traités de paix, et se rebella contre le nouveau statut de l'Europe centrale; les milieux dirigeants de l'ancienne Hongrie demeurèrent au pouvoir dans le nouvel Etat, et les pertes territoriales avaient précisément atteint ces milieux d'une manière très sensible. Au début, la situation n'étant pas encore consolidée les premières années, il y eut des tentatives faites pour renverser le nouvel ordre de choses par l'emploi de la force, lorsque ce moyen semblait devoir mener au but visé; dans les derniers temps, la Hongrie a employé des armes plus pacifiques, mais elle conserve une attitude tout aussi hostile. C'est également dans ce seul pays que l'idée de la restauration des Habsbourg a gardé quelque force politique: alors que la question de l'ancienne dynastie a été définitivement liquidée en Tchécoslovaquie par la proclamation de la république, et qu'en Autriche le régime socialiste a su réduire les

derniers partisans des Habsbourg à une impuissance complète, les légitimistes hongrois ont lié, dans la politique de leur patrie, la question dynastique à celle de l'intégrité de l'ancienne Hongrie et jeté à plusieurs reprises, par leurs tentatives de restauration, le trouble dans la vie politique de leurs voisins. La restauration des Habsbourg dans le territoire de l'ancienne monarchie constituerait une grande inquiétude pour les autres Etats successeurs; c'est aussi de cette façon que les Alliés ont compris une restauration en Hongrie. Sauvegarder l'intégrité de la Hongrie avait été la pensée politique du gouvernement de Károlyi, lorsqu'il s'était défendu contre la remise de la Slovaquie à la Tchécoslovaquie, et la guerre faite par le régime bolchéviste pour reprendre cette province partait de la même idée. De même que l'Entente était intervenue lors de l'invasion de l'armée rouge, de même, après la liquidation du gouvernement communiste, les Alliés étouffèrent la propagande habsbourgeoise en Hongrie en faisant connaître qu'ils ne souffriraient pas le retour des Habsbourg sur le trône à Budapest. La paix de Trianon (4-VI-1920) n'a rien changé aux sentiments politiques et aux visées des Hongrois, qui, ne considérant pas les clauses de la paix comme définitives, n'ont pas renoncé à leurs prétentions sur les territoires perdus et ont mené dans ce sens une propagande fort active en Slovaquie.

Les premiers pas faits pour résoudre au moins

les questions les plus urgentes des relations entre les deux pays furent condamnés à l'échec par suite de la tentative de coup d'Etat de Pâques, faite par l'ex-empereur Charles, qui était rentré en Hongrie, décidé à s'emparer du pouvoir à Budapest (derniers jours de mars 1921). Cette tentative provoqua l'intervention diplomatique de la Roumanie, de la Yougoslavie, de l'Italie et de la Tchécoslovaquie, et celle également de l'Entente, qui souligna une fois de plus ses dispositions antihabsbourgeoises. Le gouvernement hongrois adoptant une attitude évasive d'attente, et le départ de Charles se trouvant par là traîner en longueur, les représentants de la Petite Entente menacèrent en commun la Hongrie de recourir à des mesures militaires; cette menace fit quitter le sol hongrois au dernier roi couronné de Hongrie (5-IV-1921), et ainsi toute l'aventure, fomentée peut-être aussi de l'étranger, se trouva liquidée en quelques jours.

L'atmosphère créée par le coup de force de Charles n'était guère favorable, cela se comprend, à des négociations amicales, bien que l'on eût repris ces dernières. Le mouvement légitimiste, qui prenait alors un grand essor, empêchait naturellement tout rapprochement, étant donné surtout que le gouvernement défendait la thèse que Charles n'avait pas cessé d'être roi de Hongrie, tout en se trouvant temporairement dans l'impossibilité d'exercer le pouvoir. L'insurrection du Burgenland, qui devait réduire à néant les clauses du traité de

Trianon concernant l'Autriche, vint fournir la preuve des plans politiques de la Hongrie.

Six mois après ce coup de force du printemps, l'ex-empereur renouvela (vers la fin d'octobre 1921) sa tentative de restauration de son ancien pouvoir en Hongrie. Les protestations diplomatiques immédiates furent tout particulièrement soulignées par les mobilisations tchécoslovaque et yougoslave ordonnées sur-le-champ; le gouvernement de chacun de ces deux pays fit savoir à Budapest que la présence de l'ex-roi de Hongrie en territoire hongrois était considérée par eux comme un *casus belli*. Des négociations diplomatiques menées à la fois par l'Entente et par la Petite Entente arrachèrent alors au gouvernement hongrois une solution définitive de la question de la royauté des Habsbourg en Hongrie consistant dans l'internement de Charles et dans l'abolition des droits au trône pour tous les membres de la maison des Habsbourg. La loi trop imprécise votée par le parlement hongrois (6-XI-1921), sous la pression diplomatique et militaire, pour détrôner Charles et abroger la Pragmatique Sanction, dut être encore complétée par une déclaration (10-XI) stipulant que la Hongrie ne résoudrait pas la question de son futur roi sans l'assentiment des puissances représentées à la Conférence de la Paix; cette déclaration du gouvernement hongrois reçut le caractère d'engagement international, et fut enregistrée à la Société des Nations.

Cette solution, imposée par la force, de la question dynastique, ne contribua guère, cela va sans dire, à améliorer et rendre amicales les relations de la Hongrie avec ses voisins. La mort de Charles, survenue peu après (1-IV-1922), enleva certes à la question de la restauration habsbourgeoise quelque peu de sa virulence, mais sans y rien changer par ailleurs. Même l'admission de la Hongrie dans la Société des Nations (7-IX-1922) n'atténua pas la tension hostile perpétuellement alimentée du côté hongrois par une agitation irrédentiste et des troubles véritables à la frontière. Les choses ne prirent meilleure tournure que lorsque le gouvernement hongrois se vit contraint par une situation économique et financière désespérée à chercher des crédits d'assainissement à l'étranger; on fit alors clairement entendre à la Hongrie que si elle voulait voir faire droit à ses demandes, elle devait d'abord s'entendre avec ses voisins. Alors (1923), le président du Conseil hongrois, désireux d'ouvrir la voie à l'assainissement financier de son pays avec le concours de la Société des Nations, se mit à négocier sérieusement avec les représentants des Etats successeurs un règlement de leurs relations réciproques. Toutefois, les négociations traînèrent elles-mêmes extraordinairement en longueur, et les résultats ne s'en manifestèrent que très lentement. Outre leurs raisons d'ordre économique, les difficultés à surmonter pour régler les relations entre les deux pays étaient

dues surtout à l'orientation politique de la Hongrie, qui se refusait à une entente sincère avec ses voisins, et notamment avec la Tchécoslovaquie, dans la crainte, d'ailleurs justifiée, de voir une réglementation favorable des relations commerciales et économiques amener une amélioration également de la situation politique et affaiblir ainsi les arguments mis en avant pour la revision du traité de Trianon. Aussi le traité de commerce, conclu finalement au printemps de 1927, ne satisfit-il pas les espoirs mis en lui dans la sphère de la collaboration politique. La manifestation des sentiments politiques hongrois continue à se trouver plutôt dans l'affaire des faussaires (dévoilée dans l'hiver 1925), et dans la violente campagne entreprise pour demander la revision du traité de Trianon, campagne soutenue dans la presse par lord Rothermere, que dans des tentatives de rapprochement avec les pays voisins. Une pareille atmosphère fait naturellement naître les espérances les plus romantiques d'une restauration de la grande Hongrie, mais elle ne favorise pas un travail sérieux de consolidation de l'Europe centrale.

Avec sa voisine la plus orientale, la Roumanie, la Tchécoslovaquie n'a pas eu de désaccords; la délimitation des frontières n'a pas donné lieu à de graves difficultés, et les relations des deux pays ont pris tout naturellement une tournure amicale. Dans l'ancienne Hongrie, les Slovaques conscients s'étaient alliés aux Roumains pour une lutte na-

Edouard Beneš,
ministre des affaires étrangères et président du V^e^ gouvernement tchécoslovaque.

tionale commune. Les intérêts communs demeurèrent une fois la situation modifiée. A titre d'États successeurs, les deux peuples avaient un intérêt commun au démembrement de la monarchie habsbourgeoise, puis au maintien du statut territorial créé par les traités de paix ; l'un et l'autre pays se voyaient menacés d'un même péril par la restauration habsbourgeoise.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes se trouvait dans une situation analogue. Le peuple tchécoslovaque éprouvait depuis longtemps, pour ce pays slave, une amitié sincère, qui s'était manifestée de façon éclatante pendant les dernières années de la monarchie, au cours des hostilités. Aussi avait-on même vu les deux peuples adopter de temps en temps, dans certaines questions, une attitude commune. Une occasion en fut fournie par la Conférence de la Paix de Paris et notamment par les négociations du traité de Trianon. En cette occurrence, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'associèrent pour adopter une ligne de conduite commune vis-à-vis de la Hongrie d'un côté, et vis-à-vis des Alliés de l'autre. La défense contre la Hongrie devint le lien commun de ces trois pays, et ce fut une impulsion féconde pour la formation d'une alliance des pays nés du démembrement de l'Autriche et de la Hongrie.

Ce facteur négatif de la nécessité de se défendre ne fut pas le seul qui poussa à la création de la

Petite Entente. Pendant la Grande Guerre même, le chef de la révolution tchécoslovaque, Masaryk, avait forgé des plans touchant les futures relations qui devraient exister, après la guerre, entre les peuples libérés, et touchant ce qui devrait remplacer, d'une manière positive, l'ancien système politique de l'Europe centrale: il y avait à organiser une Europe nouvelle sur le territoire des monarchies détruites. Des programmes analogues de nouvelles fédérations et alliances adaptées aux besoins de l'époque surgirent aussi d'un autre côté (Take Jonesco), mais la réalisation de ces idées présentait plus de difficultés qu'il n'avait paru tout d'abord; à la naissance même des Etats nationaux, il y eut plus de conflits mutuels qu'on ne s'y était attendu, et il fallut d'abord les liquider pour frayer la voie à une collaboration amicale.

Le ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie se rendit compte de très bonne heure du besoin d'une alliance défensive contre la Hongrie, et, comme la République Tchécoslovaque n'avait de désaccords ni avec la Roumanie ni avec la Yougoslavie, il s'efforça, dès la fin de 1919, de convaincre Belgrade et Bucarest des avantages d'une pareille alliance. La réaction monarchiste qui se fit plus active en Allemagne et ailleurs (au printemps de 1920), et la démarche de la Hongrie s'offrant à l'Entente, pendant la guerre russo-polonaise, comme protectrice contre les armées bolchévistes, précipitèrent les pourparlers diplo-

matiques entre le cabinet de Prague et celui de Belgrade. Et ainsi, dans l'été 1920 (14-VIII), le ministre Beneš conclut à Belgrade une alliance défensive entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie: les deux parties s'engageaient, en cas d'agression non provoquée de la Hongrie contre l'une des parties contractantes, à prêter secours à l'autre. A Bucarest aussi, l'on reconnut l'obligation de secourir les pays amis attaqués par la Hongrie, mais sans se lier encore alors par une entente formelle. On se mit depuis lors à user du terme de Petite Entente pour désigner cette nouvelle constellation politique, dans laquelle la Roumanie n'était provisoirement qu'une alliée de fait; la désignation avait d'abord été faite avec une nuance d'ironie, mais elle eut bientôt cours, tout ainsi que la nouvelle formation elle-même.

L'alliance conclue montra sa valeur au printemps 1921 lors du premier coup de force de Charles, et le succès diplomatique obtenu poussa la Roumanie à conclure avec la Tchécoslovaquie un traité formel (23-IV-1921), identique à la convention d'août. Le cercle de ces traités se referma dans l'été de la même année (7-VI-1921) par un accord entre la Roumanie et la Yougoslavie; cet accord, outre la paix de Trianon, garantit également l'exécution de la paix avec la Bulgarie.

Les années suivantes ne firent que fortifier et approfondir le système de traités de la Petite

Entente, et lui faire prendre une importance internationale de plus en plus considérable. L'alliance des pays de la Petite Entente n'avait eu originairement pour but que de défendre le statut d'après-guerre de l'Europe centrale, et d'adopter une attitude commune dans toutes les questions intéressant l'ordre de l'Europe centrale; les conférences régulières des ministres de la Petite Entente devinrent l'organe bien connu de leur conduite commune. Mais, avec les années, la Petite Entente déborda son objectif défensif originaire. La consolidation de la paix de l'Europe centrale toute entière devait trouver un soutien dans le fait qu'une entente amicale s'était établie, sur les points fondamentaux de leurs relations étrangères, entre les hommes d'Etat responsables de trois pays, dont le territoire est plus vaste que celui de l'ancienne Autriche-Hongrie, et contient au total une population dépassant 40 millions d'hommes. La volonté sincère de paix et les efforts actifs de la Petite Entente pour collaborer dans le domaine politique et économique ont naturellement exercé une pression bienfaisante sur tout leur voisinage, et ont atténué les inconvénients résultant de la dislocation du grand ensemble économique que constituait la monarchie des Habsbourg. C'est ainsi que la Petite Entente est devenue peu à peu un solide facteur de stabilité européenne, et qu'elle le sera indubitablement à l'avenir encore dans des proportions de plus en plus fortes partout où se rencon-

treront des bonnes volontés tendant à pareille collaboration pacifique.

L'Etat tchécoslovaque a eu de bonnes relations avec plusieurs grandes puissances plus tôt qu'avec ses voisins les plus immédiats ; sa genèse étonnante au cours des hostilités et sa reconnaissance par les grandes puissances avant qu'il eût été proclamé à Prague le démontrent assez. Avec le temps, à mesure que le front unique des Alliés du temps de la guerre alla s'affaiblissant, ainsi que l'intérêt porté par les grandes puissances au nouvel ordre de choses institué en Europe centrale, les relations amicales des grandes puissances avec la Tchécoslovaquie perdirent en intensité. Les relations sont restées amicales, pendant tout le cours des dix années écoulées, avec l'Angleterre et surtout avec la France. L'amitié politique intime avec la France finit par revêtir une expression formelle dans le traité politique conclu pour la défense de leurs intérêts communs (25-I-1924). Ce traité ne fit que stipuler sous la forme contractuelle l'amitié politique existant entre les deux pays ; pour la Tchécoslovaquie, — et pour la Petite Entente toute entière, — ce traité impliquait naturellement un appui plus large dans le cadre européen, la France voulait par là contribuer à résoudre partiellement la question des garanties de la paix européenne, au moins dans le cadre des traités régionaux. De même que, auparavant déjà, la France avait aidé la Tchécoslovaquie dans le domaine des relations in-

ternationales, de même alors, le lien d'alliance noué entre les deux pays devint la base de la coopération de la Tchécoslovaquie dans l'étude et la solution du problème de la sécurité et de la garantie de l'Europe et aboutit à sa participation aux accords de Locarno, dans le cadre desquels l'alliance avec la France fut confirmée sur une base plus large (traité de garantie).

L'entente de Locarno a également résolu la question des relations de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne: parmi les traités de Locarno figurent, à côté des trois autres conventions d'arbitrage, celle de ces deux pays. Par là, les rapports corrects existant entre les deux pays ont pris un caractère politique, et, ce qui est important, c'est que cela s'est fait en liaison avec le règlement des rapports entre l'Allemagne et la France et que l'Allemagne a pris acte en même temps du traité de garantie tchécoslovaco-français. La participation à Locarno eut plus tard pour effet de faire figurer la Tchécoslovaquie parmi les signataires originaires du pacte Briand-Kellogg, par lequel les Etats-Unis eux-mêmes s'attellent à la solution du problème de la paix.

L'Italie, pendant la guerre, appuya efficacement l'action révolutionnaire tchécoslovaque. La nouvelle Europe centrale sortie des traités de paix, et plusieurs questions qui s'y posaient, — telles que par exemple celle de la restauration des Habsbourg, — ont fixé l'attention de ce pays autant

que celle des Etats successeurs. Effectivement, dans les premières années d'après-guerre, il y eut accord complet des points de vue de la Tchécoslovaquie et de l'Italie dans la politique internationale. Plus tard, notamment après l'instauration d'un nouveau régime en Italie, il s'est produit un revirement, causé avant tout par les rapports tendus entre l'Italie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et par la tendance de l'Italie à empêcher la formation dans l'Europe centrale d'un étroit groupement d'Etats qui serait l'image — dans l'idée de ce pays — de l'ancienne monarchie. Mais ces désaccords ayant leur point de départ dans la diversité des conceptions plutôt que dans des conflits d'intérêt, il a été possible de faire reposer les relations de la Tchécoslovaquie et de l'Italie sur un pacte d'amitié et de collaboration cordiales, conclu le 26-V-1923.

La Russie est restée pour la Tchécoslovaquie, — comme pour la plupart des pays d'Europe, — une question ouverte; la Russie soviétique a été les premières années, par suite de son régime économique et politique tout particulier, une menace pour l'Occident, et elle ne s'est pas jusqu'ici incorporée pleinement dans le système politique et économique européen. Les anciennes traditions russophiles existant en Tchécoslovaquie y ont pris depuis la guerre un double aspect: d'un côté, la Russie soviétique a été catégoriquement honnie par les éléments conservateurs, et l'on a vu deman-

der l'intervention contre le régime actuel ou tout au moins l'isolement; d'un autre côté, les communistes tchécoslovaques ont entièrement fait leurs les idéaux du bolchevisme. Sans se laisser influencer ni par l'un, ni par l'autre de ces extrêmes, la politique étrangère officielle s'est appliquée à trouver l'attitude la plus propre à sauvegarder les intérêts tchécoslovaques, surtout dans le domaine économique. L'occasion en fut offerte par la Conférence de Gênes, dont l'un des objets principaux était la restauration économique de la Russie en connexion avec celle de l'Europe. Des négociations menées à Gênes ont abouti provisoirement à une convention commerciale (5 juin 1922), stipulant entre autres affaires indispensables les règles des relations commerciales entre les deux pays. Cette convention est devenue la base de nos rapports avec la Russie ; naturellement, la décadence économique de ce dernier pays n'a pas permis aux relations commerciales de prendre une grande extension. Pendant toute cette période, il n'a pas été procédé à la reconnaissance juridique de la Russie. Ce fut là une des rares questions de politique étrangère à laquelle les partis tchécoslovaques portèrent un vif intérêt et qui fit l'objet de conflit ; c'est pourquoi la direction de la politique extérieure tchécoslovaque n'a pas voulu envenimer la situation politique intérieure par la question de la reconnaissance de la Russie, qu'elle tenait de son côté plutôt pour un

Ant. Švehla,
président du VI^e^, du VII^e^ et du IX^e^ gouvernement tchéco-slovaque.

acte de pure forme. La rentrée de la Russie en Europe est, pour la Tchécoslovaquie comme pour le reste du monde, une question ouverte.

L'Europe d'après-guerre trouva également un instrument efficace de consolidation dans les conférences internationales convoquées de temps à autre en vue de résoudre des questions déterminées, et, surtout, dans la Société des Nations. La direction de la politique étrangère tchécoslovaque se rendit compte de la portée qu'aurait sa participation à ces actions internationales collectives, et elle s'est efforcée d'y jouer complètement son rôle. Dès le début de son existence, la Tchécoslovaquie a appliqué dans sa politique étrangère les idées et les méthodes qui présidaient aussi à la Société des Nations, — toute la politique tchécoslovaque en Europe centrale n'est en effet rien d'autre qu'un effort pour y faire régner l'esprit de Locarno, — et elle a pu en conséquence considérer sa coopération avec la Société des Nations comme un élément naturel de son activité extérieure. Cette coopération s'est manifestée par un travail intensif dans tous les comités et organes de l'institution de Genève, au sein desquels la Tchécoslovaquie s'est vu appeler, et en particulier par les initiatives dues au ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, qui a même été pendant plusieurs années membre du Conseil de la Société; partout où, en dehors de la représentation d'une grosse puissance politique, il y a eu à appliquer

une connaissance technique des problèmes et un labeur opiniâtre, on a vu également à l'œuvre des délégués tchécoslovaques. Grâce à cela, le nom de la Tchécoslovaquie s'est trouvé lié aux actions les plus remarquables entreprises par la Société des Nations. Tel est notamment le cas pour le Protocole de Genève de 1924, qui avait tenté de résoudre le problème de la garantie de la paix universelle sur la base la plus large. De même, à l'heure actuelle, la Tchécoslovaquie concourt à la solution du problème du désarmement, qui est lié à celui de la sécurité.

La Tchécoslovaquie a travaillé à l'œuvre de la Société des Nations avec dévouement et en toute sincérité : elle a agi ainsi dans la conviction qu'en travaillant de toutes ses forces au maintien de la paix et de la sécurité européennes elle créait en même temps sa plus solide garantie d'existence et de développement ; elle a agi ainsi également dans la conviction que, si la politique tchécoslovaque voulait se montrer juste et réussir, elle devait avoir une orientation mondiale, et devait être mondiale. En agissant ainsi, la Tchécoslovaquie n'a fait que suivre les conseils de ces chefs, depuis Palacký jusqu'à Masaryk, qui, du temps encore de l'oppression, avaient vu l'avenir de leur nation dans une véritable et sincère universalité.

IV

VERS LA DÉMOCRATIE

APRÈS avoir posé les fondements constitutionnels et administratifs du jeune État, le second cabinet procéda, au printemps de 1920, aux premières élections législatives et sénatoriales (18 et 25 avril) ; avec ces élections prend fin la première période, la période révolutionnaire, de l'existence politique de la République.

La Constitution fixe le nombre des députés à 300, et celui des sénateurs à 150. Mais, lors de ces premières élections, on ne vota pas encore dans toute l'étendue du territoire ; — le pays de Těšín était encore en suspens, une partie de la Russie Subcarpathique était encore aux mains des Roumains, les territoires cédés par l'Autriche et l'Allemagne ne prirent pas part non plus aux élections ; — il ne fut élu alors que 281 députés et 142 sénateurs ; vinrent s'y ajouter plus tard 4 députés pour les légionnaires de Russie, qui se trouvaient encore pour la plupart, au moment des élections, en Sibérie. 23 partis présentèrent des candidats (11 tchécoslovaques, 7 allemands, 4 hongrois et hongro-allemands, et un juif) ; plusieurs de ces partis, — le parti juif par exemple, — n'obtinrent aucun siège du fait de leur dispersion ou du faible nombre de suffrages obtenus. Les partis tchécoslovaques obtinrent 199 sièges (avec 68,6% des suffrages exprimés), les Allemands 72 (25,6%), et

les Hongrois 10 (4,5%). D'après la couleur politique, la Chambre comprit 139 socialistes contre 146 députés bourgeois de partis et nationalités (ethniques) divers. Mais cette proportion ne prévalut ni pour la constitution d'un nouveau ministère, ni au cours des débats parlementaires. Les Allemands des partis bourgeois aussi bien que socialistes adoptèrent une attitude rigoureusement négative à l'égard de l'Etat tchécoslovaque, considéré par eux uniquement comme le fruit de la violence et comme une formation passagère, et cette attitude persista pendant tout le mandat législatif de la première Assemblée Nationale élue, et même encore plus longtemps. Bien que les relations effectives des citoyens de nationalité allemande avec ceux de nationalité (ethnique) tchécoslovaque prissent un caractère beaucoup plus amical, et que la collaboration se fît d'année en année plus intime dans tous les domaines, l'attitude négative prise par les Allemands vis-à-vis de l'Etat n'en constituait pas moins un déficit politique, car il s'agissait là d'une minorité représentant presque le quart de la population totale et constituant une grande force économique et intellectuelle. Les Allemands se refusant à toute collaboration d'ordre politique pour continuer à organiser l'Etat, il fallait nécessairement une coalition des partis tchécoslovaques, dans une combinaison ou dans une autre, pour gouverner.

Le résultat des élections autorisait les socialistes

et les agrariens, comme étant les groupes les plus forts, à demeurer au pouvoir: dans le camp tchèque, les socialistes avaient recueilli 50,6% des voix, et les partis bourgeois 49,4%. Le président du Conseil Tusar forma un nouveau ministère (25-V-1920) composé de socialistes et d'agrariens, en remaniant simplement, à vrai dire, son premier cabinet; le portefeuille des Finances et celui des Affaires Etrangères furent attribués à des spécialistes pris hors des partis.

Aussitôt constituée l'Assemblée Nationale (27-V-1920), le président Masaryk fut soumis à réélection en séance commune des deux chambres: il fut réélu par 284 voix, sur 411 suffrages exprimés; le candidat allemand obtint 61 voix.

Le programme du nouveau ministère reprit les quelques formules, adaptées aux besoins pratiques de la vie politique et économique, qui avaient été celles du premier cabinet Tusar; il insista principalement sur la double nécessité de l'ordre à l'intérieur, pour permettre la réalisation paisible du progrès démocratique et social, et de la paix à l'extérieur.

La situation du ministère Tusar était passablement difficile au parlement. Il avait contre lui le front uni des minorités ethniques. Cette opposition, où les Allemands étaient les plus nombreux, alla maintes fois jusqu'à pratiquer l'obstruction. L'opposition allemande ne fut d'ailleurs pas une difficulté pour le seul cabinet Tusar: tous les gouver-

nements tchécoslovaques, successivement, l'eurent contre eux, jusqu'en 1926, année qui vit se produire la collaboration de quelques groupes allemands avec la majorité ministérielle et, plus tard, l'entrée des Allemands dans le ministère. Le cabinet Tusar avait souvent aussi contre lui les partis bourgeois tchèques, et il y avait même dans le parti agrarien, gouvernemental, une aile nombreuse qui se refusait, en principe, à approuver la coalition rouge-verte. Le ministère ne pouvait s'appuyer de façon sûre que sur 144 voix (sur 281), de sorte que sa majorité était extrêmement précaire. C'est avec cette majorité que la coalition des ouvriers et des paysans a gouverné le pays aux heures les plus difficiles de son existence. Elle avait pour son œuvre un puissant appui.

C'était l'autorité du président Masaryk, qui était infinie dans les premiers temps de la République, à l'époque du désarroi et du trouble universels. Dès avant la guerre, en sa qualité de penseur et de précurseur des voies de la vie nationale, Masaryk avait eu sur l'esprit de la nation une influence plus grande que celle d'aucun autre chef politique ; les triomphes de son œuvre libératrice avaient étendu son pouvoir sur toute la nation : aux partisans dévoués du philosophe hardi vinrent alors s'ajouter les admirateurs enthousiastes de l'homme d'action et du héros qu'était devenu Masaryk avant tout, pendant la guerre, aux yeux des multitudes. De même qu'à l'étranger l'armée tché-

coslovaque, de même, à l'intérieur, la totalité du peuple voyait en lui le chef que l'on peut suivre en toute sécurité. Cette confiance des masses populaires, en particulier de la classe ouvrière organisée, dans le chef de l'Etat, constituait alors un élément extrêmement précieux à l'actif de chaque gouvernement.

Le retour du chef des légions victorieuses dans la patrie avait été attendu comme le salut au sein d'une situation bouleversée. Aucun des hommes politiques de l'intérieur n'avait non plus un horizon aussi universel, une aussi profonde sagesse d'homme d'Etat et autant d'expérience politique pratique que n'en rapportait le premier président de la République de ses voyages autour du monde, lorsqu'il avait eu, au cours des hostilités, à organiser les armées tchécoslovaques et à gagner à la cause de l'indépendance tchécoslovaque les hommes d'Etat dirigeants. Lui seul avait alors assez d'autorité pour dominer les chefs des partis en lutte et les maintenir en un ministère commun; la coalition des éléments conservateurs et extrémistes, si indispensable à la consolidation de la République, ne s'imposait pas alors tout à fait comme une évidence, et n'était pas non plus dictée par le pur et simple intérêt des partis. C'est grâce à l'autorité du président de la République que la politique tchécoslovaque suivit une ligne unique, dont le sens était au fond: apaisement, et apaisement à obtenir en régularisant la révolution, non pas en

la reniant ou en l'atténuant. Maxime assez simple en apparence, mais difficile à mettre en pratique en une époque révolutionnaire; aucun des nouveaux États ne s'y tint avec autant d'esprit de suite et de succès que la Tchécoslovaquie. Par son autorité, le président gagna à la maxime de l'évolution démocratique et aux méthodes répudiant la violence les partis de droite et, ce qui n'était pas moins difficile, les hommes politiques de gauche; il évita ainsi à la République les pires ébranlements à l'époque de sa plus grande faiblesse.

Le président Masaryk est resté ultérieurement encore l'autorité et l'axe unificateur de la politique tchécoslovaque, non seulement du fait qu'il est demeuré à la tête de l'Etat sans interruption depuis 1918 — aussi bien la Constitution a-t-elle fait, pour lui seul, une exception à la clause de non réélection présidentielle —, mais grâce également à ce fait que sous tous les ministères il n'a cessé d'appliquer les mêmes principes politiques fondamentaux et de diriger l'évolution ultérieure par des principes et des programmes dont la réalisation ne se faisait possible qu'avec le temps pour la République Tchécoslovaque.

La méthode de collaboration démocratique que le président montrait à la politique tchécoslovaque se heurtait à de nombreux obstacles. Quelques-uns plongeaient leurs racines dans l'histoire politique même de la nation. Jusqu'au coup d'État, l'attitude du peuple tchécoslovaque vis-à-vis de

Karel Engliš,
ministre des finances.

l'Etat, — à savoir l'Etat autrichien, — avait été négative en principe : les intérêts de l'Etat, étant donné l'orientation germanique de ce dernier, ne recouvraient pas les intérêts nationaux, et, le pouvoir n'étant pas dans des mains tchèques, faire de la politique ne signifiait, dans les provinces tchèques, que formuler des revendications nationales, sans les réaliser non plus, ce qui était l'affaire du gouvernement. Ce mode de travail politique, pratiqué au sein du parlement autrichien pendant des dizaines d'années, avait, on le comprend, créé à demeure un état d'esprit d'opposition, qui persista même après le coup d'Etat, une fois la situation changée de fond en comble et le pouvoir, ainsi que toute la responsabilité, passé aux mains tchécoslovaques. Il est arrivé ainsi que les cabinets tchécoslovaques aient eu à compter plus avec l'esprit d'opposition manifesté dans leur propre sein et avec les exigences maximalistes de leurs partisans qu'avec l'appui de ceux qui se montraient résolus à défendre devant l'opinion les pénibles nécessités de l'Etat.

Ces difficultés ne furent pas le lot du premier gouvernement seulement, elles échurent à tous les cabinets des premiers temps de la République. Des opposants par principe ne devinrent pas du soir au matin des hommes d'Etat. Pour être un chef politique, il suffisait auparavant d'avoir les aptitudes d'un bon agitateur. Il n'existait pas au sein du peuple tchécoslovaque assez d'hommes suffi-

samment au courant, par expérience pratique de la haute administration de l'Etat. Quant à de véritables hommes d'Etat, la Tchécoslovaquie en éprouvait la même disette que tous les autres pays européens. En outre, le choix des hommes politiques dirigeants n'était pas trop vaste, et la scène politique revoyait passer toujours les mêmes personnalités; il en était de même, d'ailleurs, dans d'autres pays. Le désavantage de la Tchécoslovaquie résidait en ceci que, Etat neuf, elle n'avait pas ce que possédaient les autres Etats anciens: un appareil politique mis au point et des traditions politiques effectives. Ces dernières étaient à créer. Mais auparavant il fallait effectuer la transition du point de vue négatif vis-à-vis de l'Etat à une participation positive, de l'Etat tuteur à la république démocratique et, notons-le bien, à une république aux lois extrêmement avancées. Le haut degré de civilisation des populations, surtout dans les provinces tchèques, était une réelle garantie que la constitution démocratique ne resterait pas lettre morte, mais il fallait du temps pour faire des ex-sujets autrichiens de vrais républicains tchécoslovaques. C'étaient là les difficultés d'une démocratie naissante, et qui ne pouvaient pas être épargnées au nouvel Etat.

Mais les plus grandes difficultés que connut le cabinet Tusar lui vinrent du parti social-démocrate lui-même. Les élections lui avaient apporté un triomphe extraordinaire: la social-démocratie dé-

tenait à elle seule un quart de la totalité des sièges (74 à la Chambre et 41 au Sénat) ; étant donné l'émiettement de la vie politique en nombreux partis, c'était là quelque chose d'inouï, et les élections qui ont suivi ne donnèrent plus un pareil chiffre de mandats à aucun parti. L'industrialisation fort avancée des provinces tchèques, la répartition sociale de la population tchécoslovaque sans grands contrastes, et, en dernier lieu, le sens politique assez avancé des couches supérieures avaient créé des conditions naturellement propices au développement du socialisme. Mais l'essor extraordinaire de tous les partis socialistes en Tchécoslovaquie tenait aussi à l'ampleur prise, au lendemain des hostilités, par le mouvement socialiste dans toute l'Europe orientale et centrale, et à la tendance générale des masses attirées par l'extrémisme. Cette tendance avait ses racines, d'une part dans la conscience de plus en plus vive prise d'elles-mêmes par les masses populaires, d'autre part dans l'extrême mécontentement causé par la misère régnant après la guerre. Le socialisme apparut comme une panacée pour toutes les souffrances du temps de guerre et de l'après-guerre, et c'est ainsi que les élections d'avril virent déposer des bulletins socialistes non seulement par les ouvriers organisés de l'industrie tchèque, mais encore par les couches sociales arriérées des populations pauvres des pays slovaques.

On comprend qu'un parti grandi aussi vite ne pouvait pas rester groupé autour d'un programme

unique. Il coexistait au sein du parti, d'une part des membres disciplinés, qui voyaient, dans la participation au pouvoir et dans les réformes sociales, un moyen permettant d'appliquer progressivement les principes socialistes à l'Etat et à la vie économique, mais d'autre part aussi des extrémistes, qui, non contents des méthodes démocratiques de lutte politique, prêchaient, sur le modèle russe, la nécessité de créer sans plus de retard une dictature du prolétariat. Ces deux tendances existaient au sein du parti social-démocrate tchécoslovaque depuis les débuts mêmes de la République, et luttaient pour y conquérir l'hégémonie. Le courant extrémiste bolchévisant se trouvait sous l'influence directe de la Russie soviétique, dans laquelle il voyait son modèle pratique; c'est de ce pays que venaient les principaux agitateurs en faveur de la dictature, qu'ils fussent ou non d'origine tchèque. Ce courant maximaliste se trouvait fortifié non seulement par une habile propagande, mais aussi par la situation intérieure défavorable, qui persistait à ne pas présenter d'amélioration sensible; les espoirs des maximalistes étaient encore favorisés par les événements politiques des pays les plus voisins. Les difficultés s'accroissaient, les gens perdaient de plus en plus patience, et l'aile gauche de la social-démocratie se faisait de plus en plus forte. Au lieu du parti discipliné d'avant la guerre, on avait là un parti puissant, il est vrai, au point de vue numérique, mais agité en son sein par des dis-

sensions de fractions violemment dressées l'une contre l'autre. La direction du parti voulait sauvegarder l'unité de celui-ci — fût-ce au prix de concessions à l'agitation maximaliste, car elle voyait avec raison la garantie du succès précisément dans son importance numérique. Mais les chefs responsables perdaient du terrain, et ce mouvement s'accentua lorsque, — au début de 1920, — l'aile communiste du parti se fut organisée solidement et eut entamé une vaste campagne contre la politique de coalition du parti. Il ne s'agissait plus seulement de continuer à participer au pouvoir; la gauche voulait imposer au parti l'adhésion à la III[e] Internationale, celle de Moscou; cela eût, bien entendu, marqué la fin des principes qui étaient alors ceux de la social-démocratie: la démocratie et le parlementarisme constitutionnel. Ainsi, après presque deux années de participation active à l'édification de l'État et à cause de cela, la social-démocratie tchécoslovaque se trouva en proie à une crise violente. Pareille crise n'épargna d'ailleurs pas, tôt ou tard, dans les autres pays, la social-démocratie là où elle assuma les responsabilités du pouvoir; la crise du socialisme a été depuis la guerre un phénomène général.

En Tchécoslovaquie, la crise atteignit son apogée à l'automne de 1920, la gauche ayant risqué de dominer le congrès réuni fin septembre et, ainsi, tout le parti, pour l'entraîner dans l'Internationale de Moscou. La direction du parti se décida enfin

alors à distinguer entre les deux fractions, avec une netteté qui fit se détacher les tenants du communisme des partisans de la social-démocratie. Dans l'opinion qu'ils ne représentaient plus qu'une fraction du parti, les ministres sociaux-démocrates résolurent de donner leur démission. Cette décision était aussi motivée par le désir de voir les chefs se consacrer au travail à l'intérieur du parti et à l'épuration de celui-ci ; la direction ajourna la lutte pour la conquête du parti, au congrès, à une date plus favorable (fin novembre).

La crise de la social-démocratie causa une crise ministérielle impossible à résoudre par l'habituelle alternance des partis ; la scission du parti avait ébranlé les fondements mêmes de l'organisation parlementaire. Même s'ils eussent désiré prendre la responsabilité du pouvoir en cette heure critique, les partis tchèques non représentés dans le cabinet n'auraient pu compenser avec leurs 55 voix les 74 voix de la social-démocratie ; il était également peu conforme à la ligne politique tchécoslovaque, jusqu'alors essentiellement socialiste, de faire une soudaine volte-face de caractère bourgeois, et cela, juste au moment où il s'agissait d'une crise du socialisme.

On eut donc recours à un moyen extraordinaire, à un ministère non parlementaire : le président de la République nomma comme président du Conseil le chef de l'administration provinciale de Moravie Černý, et choisit pour occuper les autres

portefeuilles — sauf celui des Affaires Etrangères — des hauts fonctionnaires et des spécialistes (15-IX-1920). Ce cabinet d'affaires devait expédier les affaires courantes conformément au programme du précédent ministère jusqu'à ce que la situation se fût éclaircie en politique intérieure. Au parlement, le nouveau gouvernement trouva la majorité nécessaire auprès de tous les partis tchèques, y compris une fraction essentielle du parti social-démocrate. On forma, comme intermédiaire entre le ministère et les partis, un comité restreint composé des chefs des partis tchèques fidèles à l'Etat (sociaux-démocrates, socialistes tchèques, démocrates nationaux, agrariens, cléricaux), dit comité « des Cinq » (Pětka) ; il fut chargé d'effectuer la liaison entre les intérêts divergents des partis et de les équilibrer dans le sens des besoins de l'Etat, afin qu'ils pussent faire ensuite l'objet de débats constitutionnels. Même sous les ministères qui suivirent, ce comité des partis gouvernementaux fut maintenu comme organe dirigeant de la vie parlementaire. Avec le temps, il dépassa son rôle primitif de simple mise au point, et il devint, aux lieu et place du cabinet, l'organe politique dirigeant. Par là, le comité des Cinq prêta le flanc à une vive critique des partis d'opposition, qui virent là à juste titre, une faiblesse de la vie constitutionnelle et parlementaire de la République en général.

C'est au début du cabinet de fonctionnaires que

se produisit la rupture définitive au sein de la social-démocratie. La lutte que se livrèrent les deux fractions pour la possession du parti fut accompagnée de la proclamation de la grève générale et d'une tentative de coup d'Etat de la part des masses ouvrières d'orientation communiste (décembre 1920). Mais la tentative de coup de force et la grève générale avortèrent complètement en trois jours environ. Les causes de cet échec furent, d'une part, la faible ardeur révolutionnaire des masses ouvrières et l'impéritie des dirigeants, d'autre part, l'autorité consolidée des pouvoirs publics, qui étaient dès cette époque assez forts pour défendre énergiquement l'ordre juridique existant et couper court avec succès aux méthodes révolutionnaires de lutte politique en Tchécoslovaquie.

La prompte liquidation de la tentative de coup d'Etat marqua jusqu'à un certain point une limite dans les étapes de l'histoire de la politique intérieure, et la fin des troubles dans lesquels s'était jusqu'alors traînée la vie des partis. Après la scission, la social-démocratie tchécoslovaque conserva une partie considérable des éléments ouvriers, surtout assez âgés et qualifiés, ainsi que les cadres des organisations syndicales et politiques ; avec ces partisans, le parti, ayant retrouvé son unité de vues, redevint apte à participer au pouvoir et à reprendre son œuvre d'organisation en vue de reconquérir les positions perdues parmi

Andrej Hlinka,
chef du parti slovaque catholique (populiste).

les masses ouvrières. D'un autre côté, la fraction communiste, qui s'était ainsi détachée du parti à l'automne de 1920 à titre d'aile gauche indépendante social-démocratique, ne se rattacha définitivement à Moscou qu'après plusieurs mois de manœuvres habiles dans les masses prolétariennes, au printemps de 1921, en qualité de section tchèque du parti communiste de Tchécoslovaquie; à l'automne de la même année, il y eut fusion de la section allemande avec la section tchèque. Ainsi fut constitué en Tchécoslovaquie un parti communiste unique groupant désormais toutes les nationalités (ethniques). Au point de vue programme, ce parti se plaça sur le terrain de la IIIème Internationale; il en resta dépendant au point de vue matériel comme au point de vue idées. La scission fut complète dans le socialisme; elle se manifesta non seulement dans les organisations politiques, mais aussi dans toutes les autres entreprises. Au Parlement, le camp communiste vit passer dans ses rangs 27 députés et 7 sénateurs. Mais le mouvement socialiste ne fut pas affaibli, en Tchécoslovaquie, simplement par la perte de ces voix; la perte de puissance politique fut bien plus considérable, car les communistes adoptèrent au Parlement une attitude non seulement extrêmement négative, mais encore vivement hostile à l'égard de la social-démocratie. La diminution d'importance politique du socialisme se traduisit par un ralentissement dans la réalisation des

réformes sociales qui figuraient au programme de la révolution nationale et des premiers ministères.

Le gouvernement de fonctionnaires se proposa de faire un travail pratique. Il affermit l'autorité de l'Etat et ramena un ordre sévère dans toutes les branches de l'administration. L'ordre y était encore insuffisant; deux années de travail dans des conditions défavorables n'avaient pas redressé ce que quatre ans d'une guerre destructive avaient dérangé. Il s'agissait alors en première ligne des finances de l'Etat et de la liquidation partielle de la main-mise de l'Etat sur le commerce, les deux choses étant liées. Le plan d'aménagement des finances ne pouvait pas encore alors compter sur une réduction radicale des dépenses de l'Etat; il y avait encore des dépenses nécessaires revenant au compte de l'organisation de la République ou du redressement d'injustices d'après-guerre (traitements des fonctionnaires); la route de l'équilibre budgétaire passait donc par de forts relèvements des impôts. Les partis de la majorité parlementaire ne suivaient le gouvernement et ne se rangeaient à ses projets qu'en hésitant dès qu'il y avait en jeu un peu plus que le simple entretien de la marche de la machine administrative. Sans doute, les partis avaient renoncé au droit de former un gouvernement responsable en une période troublée, mais ils ne voulaient pas laisser trop croître dans la république la puissance de la

bureaucratie, et ils n'avaient pas abdiqué le pouvoir effectif ; cela ne se conciliait pas très bien non plus avec la nature de la Constitution, qui prévoit à ce point une puissance organisée des partis. Le cabinet d'affaires donna aux partis la possibilité, dans la coulisse et sans le lourd souci de l'administration quotidienne, de réorganiser leurs rangs et d'établir des compromis entre leurs intérêts de partis dans le sens des besoins de l'Etat sur un forum moins public (le comité des Cinq). Aussi, dès que, après un an de labeur intensif de consolidation, le parti social-démocrate se retrouva décidé à participer au pouvoir, le régime provisoire, ayant rempli son rôle, fut remplacé par un cabinet parlementaire.

Le nouveau ministère (26 septembre 1921), eut comme base la coalition nationale qui avait été préparée par la collaboration des partis tchécoslovaques sous le régime précédent. Le président du Conseil fut M. Beneš, qui conserva en même temps le portefeuille des Affaires étrangères. Outre cinq socialistes, trois agrariens et un démocrate national, le nouveau cabinet comprenait un plus grand nombre (deux, éventuellement trois) de représentants des « populistes » (cléricaux). Ayant laissé passer dans un isolement impuissant et une opposition prudente la période consécutive au coup d'Etat, extrêmement défavorable à tout conservatisme, les populistes avaient, grâce à une habile tactique, gagné les couches vraiment popu-

laires, et étaient entrés au premier Parlement élu, de concert avec leurs amis slovaques, en constituant un puissant parti (33 sièges). Outre les ministres pris dans le Parlement, il resta dans le cabinet Beneš deux fonctionnaires du ministère précédent (Intérieur et Finances). Ce système mixte (ministère composé partie de parlementaires et partie de non parlementaires) était une idée du président de la République, qui trouvait cette formule la plus heureuse, étant donné la situation en Tchécoslovaquie. Il se proposait ainsi de donner au gouvernement un cachet de plus grande compétence spéciale, et, par la suite, il fit prévaloir cette idée, plus ou moins, à la formation de tout nouveau cabinet. Maints défauts du parlementarisme se trouvèrent ainsi prévenus, et plusieurs ressorts importants de l'administration d'Etat purent ainsi avoir une ligne de conduite ferme et unique, ainsi qu'une direction objective.

Le cabinet Beneš disposait au Parlement des 166 voix des partis représentés en son sein, et même, aux heures décisives, de 180 voix, contre 105 à l'opposition (les 78 voix des minorités ethniques et les 27 voix communistes). S'inspirant, pour la continuer, de l'œuvre du précédent gouvernement, qui avait indiscutablement contribué à affermir le régime, le nouveau ministère formula un programme de stabilisation et de consolidation de l'Etat. L'organisation ultérieure du pays devait se faire sous le signe de ce double principe et

conformément aux règles posées par la Constitution; ces principes et règles devaient présider à l'exécution de toutes les réformes mises en train et à la solution de toutes les questions politiques non encore résolues. La stabilisation économique et financière et les économies devinrent désormais la condition des réformes sociales ultérieures. La vague révolutionnaire refluait déjà partout alentour, et aux temps héroïques des débuts de la République succédaient les jours grisâtres de labeur persévérant, grâce à quoi serait assurée l'œuvre commencée.

Le travail du cabinet Beneš eut à subir plus qu'en tout autre temps les répercussions des événements extérieurs. Toute une série de négociations internationales importantes intéressèrent également la Tchécoslovaquie et exigèrent de fréquents séjours du président du Conseil à l'étranger. Mais tout particulièrement, dès le début du gouvernement Beneš, la Tchécoslovaquie fut troublée par la tentative de restauration monarchique de l'ex-empereur Charles en Hongrie, tentative qui força la République à mobiliser. Cette mesure extrême d'ordre militaire fut une manifestation évidente de la volonté déterminée qu'avait le gouvernement tchécoslovaque d'étouffer dans le germe toute tentative risquant de menacer sa jeune liberté; et d'autre part le cours si régulier de la mobilisation elle-même vint prouver à quel point la consolidation de

l'Etat était avancée. L'héritage de la monarchie des Habsbourg avait été extrêmement pauvre dans le domaine militaire, mais désormais il existait une véritable armée, sur laquelle le gouvernement pouvait compter en cas de nécessité. L'administration militaire avait derrière elle trois années d'un dur labeur d'organisation, et, grâce à la ferme direction de la mission militaire française, il était sorti des ruines de l'ancienne armée austro-hongroise, des armées de volontaires tchécoslovaques formées à l'étranger et des nouvelles recrues ethniquement diverses, une armée tchécoslovaque unique qui était, pour l'habileté technique, à la hauteur des circonstances. L'unification de ces éléments militaires hétéroclites n'avait pas été le seul problème de la direction militaire. Il y avait eu d'autres difficultés fondamentales. Celles-ci tenaient en partie aux dispositions antimilitaristes du peuple tchécoslovaque, qui avaient été cultivées à dessein par opposition au militarisme de l'ancienne monarchie. Ces dispositions s'étaient légèrement atténuées au lendemain du coup d'Etat pour réclamer l'organisation de milices et d'une armée démocratique. Toutefois, de même que, durant la grande guerre, les antimilitaristes tchécoslovaques à l'étranger surent prendre les armes et former des corps militaires qui en imposaient par leur discipline au milieu des circonstances les plus pénibles, de même il apparut possible de constituer aussi dans le nouvel Etat une force

armée unique composée des citoyens appartenant à toutes les nationalités (ethniques) de la Tchécoslovaquie (loi sur l'armée, de mars 1920). Les traditions démocratiques des légions tchécoslovaques ne disparurent pas complètement de l'armée tchécoslovaque, leur chef étant devenu, au titre de président de la République, le chef suprême de l'armée, et sa sagesse fit maintenir tout ce qu'il y avait de bon dans les glorieuses armées volontaires et de compatible avec la dure obligation militaire. Le succès de la mobilisation de l'automne de 1921 s'inscrivit, politiquement, à l'actif du pays, en montrant aux sceptiques et aux ennemis de l'étranger, comme de l'intérieur, que la jeune République avait la résolution et la force de maintenir le nouvel ordre de choses existant au cœur de l'Europe.

L'intrigue étrangère ne fut pas la seule difficulté à laquelle le gouvernement de Beneš eut à faire face. La situation économique critique et la cherté de la vie avaient provoqué de grandes luttes sociales, notamment, par exemple, une grève générale de mineurs en février et une grève des métallurgistes en mai 1922, jetant ainsi le trouble dans la situation politique elle-même. Toutefois, le facteur économique ne caractérise pas seulement la période du ministère Beneš; en effet, il avait commencé à exercer une forte pression dès le temps du cabinet d'affaires, pour continuer encore sous le cabinet qui devait suivre.

Lorsque, à l'automne de 1922 (le 7 octobre), après une année d'existence, le cabinet Beneš fut remplacé par un ministère ayant Švehla comme président du Conseil, il ne se produisit au fond aucun changement dans le système de gouvernement. Le nouveau cabinet comporta simplement le remplacement de quelques ministres et une répartitition différente des portefeuilles entre les partis (quatre agrariens, sept socialistes, deux populistes et deux démocrates nationaux) ; cependant le nouveau ministère eut au point de vue politique un caractère plus marqué, du fait qu'y entrèrent des hommes politiques dirigeants qui avaient encore hésité, un an auparavant, à assumer l'entière responsabilité de diriger les affaires publiques. Rašín redevint membre de ce cabinet, pour reprendre la direction de l'administration financière en une phase importante de l'évolution de la monnaie tchécoslovaque. Mais il ne lui fut pas donné de jouir des fruits déjà apparents de son œuvre, étant tombé, au début de l'année suivante (12 février 1923), victime d'un attentat anarchistico-communiste.

La situation du ministère Švehla était au Parlement la même au fond que celle du précédent cabinet: contre la coalition des partis nationaux tchécoslovaques se dressaient les minorités ethniques ayant à leur tête les Allemands, les communistes et les populistes slovaques (12 membres). En effet, M. Beneš étant encore président du

Fr. Spina,
ministre des travaux publics dans le cabinet actuel.

Conseil, les cléricaux slovaques avaient quitté le groupe clérical commun et la coalition ministérielle, parce qu'on leur avait refusé la création de trois lycées catholiques en Slovaquie. Au point de vue du programme également, le nouveau ministère continua le précédent, non seulement dans les grandes lignes, mais aussi dans ses buts concrets: garantir une évolution paisible et affermir le régime démocratique.

Evolution paisible et régime juridique avaient, durant toute la période des cabinets de coalition, dépendu plus qu'en tout autre temps d'une heureuse solution des problèmes économiques et financiers; ceux-ci s'étaient alors faits pressants et étaient passés au tout premier plan de la vie politique. L'Europe centrale toute entière s'était trouvée sous le signe de l'effondrement catastrophique des changes, qui avait menacé aussi la Tchécoslovaquie, jusqu'alors épargnée sur ce point.

Le point de départ de l'évolution du change tchécoslovaque avait été — comme on le sait — non pas une monnaie appréciée ainsi que dans les autres pays européens, mais la couronne autrichienne dépréciée, léguée par la monarchie à la Tchécoslovaquie. Rašín avait effectué la séparation des monnaies, et créé, en l'Office Bancaire du ministère des Finances, un centre administratif pour la monnaie; aux termes de la loi, l'Office Bancaire devait remplir toutes les attributions

d'un institut central d'émission, et ne mettre de nouveaux billets en circulation que moyennant une couverture bancaire complète au sens du droit privé. La Tchécoslovaquie n'a jamais usé non plus d'émissions de papier-monnaie pour couvrir des déficits budgétaires, quoique ceux-ci fussent courants les premières années; ces déficits ont toujours été couverts par des emprunts, intérieurs ou extérieurs. Par elles-mêmes, les mesures légales prises ne suffisaient pas, cela va sans dire, à faire vivre la monnaie tchécoslovaque, indépendante à l'intérieur de la République, d'une vie également indépendante à l'étranger également. Dans les commencements, la couronne tchécoslovaque se trouva avoir un lien direct avec le mark allemand. Malgré l'amitié politique avec l'Occident, les relations économiques ne se laissaient pas créer du jour au lendemain; la vie économique avait continué à suivre ses voies naturelles. La Tchécoslovaquie se trouvait dans la sphère des influences économiques de l'Allemagne et de l'Autriche; ces deux pays avaient multiplié leurs relations commerciales avec la République, et étaient devenus dans des proportions considérables les intermédiaires des relations commerciales de celle-ci avec les autres pays; les exportations tchécoslovaques à destination de ces autres pays se faisaient en majeure partie par l'intermédiaire de Hambourg et de Vienne. A cela s'ajoutait ce fait que la

Tchécoslovaquie était un jeune État inconnu à l'étranger; la finance et le commerce de l'étranger ignoraient encore la puissance économique de la République et, en reprenant les relations d'avant-guerre, ils retournaient à leurs anciennes adresses, c'est-à-dire à Vienne et à Berlin. L'étranger ne pouvait encore apprécier à sa valeur la réforme du change tchécoslovaque. La conséquence de tout cela fut que le change tchécoslovaque connut, jusqu'en novembre 1921, toutes les oscillations du mark allemand et de la couronne autrichienne.

Le cours de la nouvelle unité monétaire tchécoslovaque baissa à l'étranger tout ainsi que le change des pays qui entouraient la Tchécoslovaquie et qui pratiquaient l'inflation; pendant l'hiver de 1919-1920, il tomba de 25 à 5 centimes suisses. La baisse du change causa une crise dans les finances publiques, et il fallut les remettre en ordre coûte que coûte. Par contre, le change déprécié donna à l'industrie tchécoslovaque des facilités de concurrence sur les marchés extérieurs, il ranima l'exportation et provoqua une grande prospérité économique en 1921. La balance commerciale et celle des comptes devinrent tout d'un coup bénéficiaires, et les finances de l'État furent mises en équilibre. Par suite de cela, la monnaie elle-même se rétablit, et les relations commerciales se firent plus indépendantes; se passant de Berlin et de Vienne, la Tchécoslovaquie noua des rela-

tions directes avec les marchés de l'Europe occidentale et d'outre-mer.

La couronne tchécoslovaque cessa alors de se voir liée au mark allemand, qui s'était mis à baisser rapidement en mai 1921 et dont la chute prit en septembre des proportions catastrophiques; elle eut désormais un cours indépendant. La mobilisation de l'armée tchécoslovaque ordonnée lors de la tentative de restauration en Hongrie faite à l'automne de cette année-là par l'ex-empereur Charles vint causer encore une secousse, qui fut la dernière, au change tchécoslovaque: la couronne tchécoslovaque tomba à 5,10 centimes suisses et devint la proie de la spéculation. Mais la mobilisation effectuée avec une parfaite régularité fournit la preuve de la santé de la République, et l'étranger finit par se remettre en mémoire que la Tchécoslovaquie était un pays possédant une balance commerciale en excédent.

La période suivante (qui va de novembre 1921 au second trimestre de 1923) est caractérisée par le rétablissement accéléré de la couronne tchécoslovaque. Le caractère bénéficiaire de la balance commerciale et de celle des comptes fut renforcé par le fait que les capitaux s'enfuirent des pays étrangers voisins, au change complètement effondré, pour se porter sur la couronne tchécoslovaque, et, en outre, par d'abondants crédits étrangers (emprunt

d'État anglais de mai 1922, emprunt de la Ville de Prague). Le cours de la couronne remonta d'une façon passagère jusqu'à plus de 19 centimes suisses, pour se fixer ensuite aux environs de 16 centimes. Cette hausse brusque fit éclater une terrible crise économique. La Tchécoslovaquie passa au nombre des pays incapables de concurrencer ceux à change bas, et l'accroissement du pouvoir d'achat de la couronne tchécoslovaque retentit nécessairement sur la situation de l'industrie. Le commerce extérieur parut devoir connaître une stagnation complète; cette supposition ne se réalisa heureusement pas, et l'année 1922 accusa un excédent considérable des exportations (5.390 millions de couronnes tchécoslovaques).

La crise commerciale entraîna également à sa suite, en Tchécoslovaquie, une crise de chômage aiguë. Ce pays n'avait pas souffert jusqu'alors, à la différence des pays voisins, d'un chômage par trop considérable. Le nombre des chômeurs s'était fixé, à partir du début de 1921, aux environs de 100.000, et ce chiffre avait baissé, dans la seconde moitié de l'année, à 60—70.000. Mais, à partir de janvier 1922, le nombre des chômeurs s'accrut simultanément avec la hausse du change, pour atteindre son maximum en janvier 1923 avec 441.000 chômeurs (sur un total de 1.865.000 ouvriers employés dans l'industrie, le commerce et les

transports). Depuis lors, il s'est produit une lente diminution du nombre des chômeurs, qui s'est poursuivie au fur et à mesure que se liquidait la crise industrielle provoquée par l'augmentation du pouvoir d'achat de la couronne tchécoslovaque.

La crise de la production s'accompagna, en 1922, d'une crise financière. Il en résulta un grand nombre de grosses faillites, — dont plusieurs grandes banques, — qui déterminèrent à leur tour la crise de toute une série d'autres établissements de crédit. Cela fit naître un état de défiance vis-à-vis des banques anonymes en général, et ce fut la vie économique toute entière qui se trouva saisie par la crise ; l'industrie perdit un demi-milliard environ de capital, et, de plus, une part immense des capitaux placés dans les entreprises industrielles demeura pendant deux ans privée de tous dividendes.

La crise du monde financier fut accompagnée d'une crise des finances publiques. Les recettes de l'Etat baissèrent, le produit des impôts les plus considérables diminuant automatiquement avec les prix et la crise économique, alors que les dépenses se trouvaient accrues des frais engagés pour remédier à un chômage catastrophique (plus d'un demi-milliard annuellement), et le budget de l'Etat, — jusqu'à celui de l'année 1925 inclusivement, — devint fortement déficitaire. Les déficits augmentèrent la dette

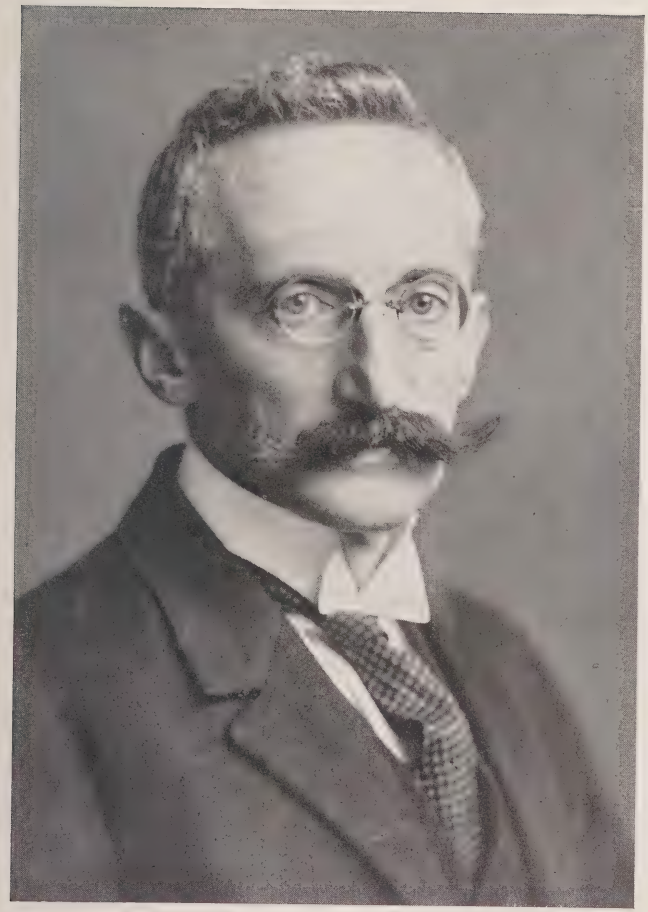
flottante de plusieurs milliards, jusqu'à lui faire atteindre un chiffre périlleux, qui força en 1925 à recourir, pour la consolider, au lourd crédit américain. Les finances des administrations territoriales autonomes traversèrent une crise analogue. L'administration des Finances se trouva en butte à de grosses difficultés.

Ce n'était pas seulement le ministre des Finances, c'était le ministère tout entier qui suivait d'un œil attentif le cours de la couronne tchécoslovaque à Zurich et, plus tard, à New-York; de ce cours en effet dépendaient beaucoup de choses dans le pays. En présence de la situation économique du pays, le gouvernement eut conscience de ses responsabilités; il fit face résolument à toutes les difficultés et aux suites de la déflation, soit par la voie législative, soit par des mesures administratives, afin d'adapter l'économie nationale à la nouvelle situation. Le gouvernement se préoccupa tout entier de réduire le chiffre du budget, — de 3 milliards en 1924, sur les 19 auquel il se montait en 1923, — d'ajuster les traitements des fonctionnaires, de soutenir la vie financière, de diminuer les impôts et d'apporter tous les allègements possibles.

Néanmoins, au milieu de ces soucis d'ordre économique, le ministère Švehla trouva encore assez d'énergie pour préparer l'évolution future de la vie sociale du pays. Les espoirs de

la classe ouvrière s'attachaient depuis des années aux assurances sociales, et on travaillait à faire passer celles-ci dans la législation depuis l'époque du cabinet d'affaires. C'est à la coalition dirigée par Švehla que revient le mérite d'avoir réussi, après de nombreux compromis tant entre les partis socialistes qu'entre les défenseurs des classes patronales, à achever cette grande œuvre de réforme sociale : la coalition nationale vota en 1924 les assurances sociales ouvrières (contre le risque maladie, invalidité et vieillesse), et, l'année suivante, les assurances des travailleurs établis à leur compte (contre le risque invalidité et vieillesse). Sans parler des effets d'ordre financier, qui ne se manifesteront que plus tard, la grandeur de cette œuvre législative ressort de ce simple fait que les deux lois en question intéressent 7 millions et demi de personnes, en comptant les familles des assurés.

Après avoir surmonté de graves crises économiques, le cabinet Švehla connut une période plus calme ; c'est au premier cabinet Švehla que se rattache la stabilisation du change tchécoslovaque. Après quatre ans d'oscillations violentes, le cours de la couronne tchécoslovaque se stabilisa ; depuis 1923, il n'a plus oscillé qu'entre des limites admissibles même pour des monnaies à base or (100 cours. tch. = de 2,90 à 3,03 dollars américains). Le pays put



Robert Mayr-Harting,
ministre de la justice dans le cabinet actuel.

enfin jouir des avantages d'un système monétaire solide et la vie économique se développer dans des conditions de change favorables autant que stables. Le gouvernement put songer à mettre en activité la banque d'émission sur la base de la couronne tchécoslovaque. Bien que l'entrée en service de la Banque Nationale n'ait eu lieu qu'au printemps de 1925, néanmoins la base légale, et surtout la base réelle, à savoir la stabilisation de la couronne tchécoslovaque, furent réalisées dès cette période du cabinet Švehla.

Par là prit fin l'histoire originale de la politique monétaire tchécoslovaque, qui, après un travail ardu et prolongé, aboutit à donner à la Tchécoslovaquie, entourée de pays à inflation catastrophique, une unité monétaire stable. Rašín, et à sa suite tous les dirigeants responsables de la politique financière tchécoslovaque, — que ce fût dans un ministère socialiste ou de coalition, — ont procédé à l'assainissement de la monnaie par des voies différentes des méthodes appliquées dans les pays voisins (Allemagne, Autriche, Pologne, Russie), où l'assainissement de la monnaie a été précédé de la ruine de toutes les couches de la population. Tout en étant personnellement un adversaire convaincu des principes socialistes, Rašín demanda, lors de sa réforme radicale, aux classes fortunées de renoncer à une partie

de leur fortune au profit du pays, afin d'échapper à la catastrophe économique imminente; l'Etat tchécoslovaque imposa dès le début à ses citoyens de lourds sacrifices en la forme d'un impôt sur le capital, mais il leur conserva tout le reste de leur fortune et n'affaiblit pas leurs forces matérielles et spirituelles.

Le cabinet Švehla avait l'avantage de pouvoir faire face à toutes les difficultés grâce à une double propriété: sa longue durée et sa ferme direction. Švehla n'était plus simplement le chef du parti agrarien; à cette époque, il était devenu le chef effectif de la coalition toute entière. La force de ce président du Conseil résidait surtout, bien entendu, dans celle du parti agrarien, mais il sut diriger son parti de manière à lui faire déborder le cadre des simples intérêts de parti.

Comme il est naturel, le parti agrarien et ses représentants au ministère se préoccupèrent avant tout des intérêts de l'agriculture; même étant donné l'industrialisation avancée du pays, l'agriculture y constitue une classe puissante, qui comprend 39,40% de la population (ce pourcentage varie naturellement avec les provinces de la République; il n'est que de 30% en Bohême, pour atteindre 60% en Slovaquie). L'agriculture s'est vu accorder par l'Etat toute la sollicitude méthodique de celui-ci ainsi que des subventions considérables; une grande

œuvre a été accomplie également dans le domaine de l'entr'aide coopérative; pendant toute la durée de l'existence de la Tchécoslovaquie, on a travaillé, en y apportant toutes les ressources de l'Etat et celles de la coopération mutuelle, à intensifier la production végétale et animale, en vue de rapprocher le pays du but final à atteindre, à savoir le mettre en mesure de pourvoir à la nourriture de sa population. C'est pourquoi aussi le relèvement économique de la classe agricole a suscité en Tchécoslovaquie tous les ordres de préoccupation et de si gros efforts.

Ce relèvement a reçu un appoint de proportions peu ordinaires dans la réforme foncière, qui a été menée à peu près à terme dans les provinces historiques au cours des dix premières années de la République. Les résultats de la réforme foncière constituent la meilleure illustration de la multiplication des biens-fonds agricoles: pendant la période considérée, il a été transféré en la propriété de nouveaux acquéreurs, bénéficiaires de la réforme, 1.246.000 ha, dont 752.00 de terres agricoles; sur ce dernier chiffre, plus d'un demi-million d'hectares ont été distribués à de tout petits propriétaires fonciers.

Mais Švehla sut apprécier au point de vue politique les forces accrues des populations rurales, et, par là, augmenter leur importance au

profit du pays entier. Le parti agrarien tchèque, tout en ne représentant pas, même avec l'alliance des agrariens slovaques, la formation numériquement la plus forte dans la première Assemblée Nationale élue, constitua, sous la direction de Švehla, un groupe politique qui se montra prêt à toujours participer au pouvoir. C'était là, dans la période consécutive au coup d'Etat, une véritable vertu; Švehla considérait personnellement l'esprit d'opposition comme une manière de péché, et il fit entrer son parti dans toutes les combinaisons. Grâce à cette attitude, le parti agrarien devint peu à peu le centre autour duquel les autres partis tchécoslovaques vinrent se grouper pour former des coalitions de gouvernement. Le parti était prédestiné à jouer ce rôle par un double caractère propre: son état de consolidation et son esprit conservateur; mais, pour unir et maintenir dans un ministère des éléments aussi hétérogènes que l'étaient les partis de coalition gouvernementale, il fallait encore en plus un savoir-faire personnel, tel que celui que Švehla possédait à un degré aussi unique pour persuader et doser des compromis. Il n'était pas toujours aisé de faire converger vers l'intérêt général du pays les intérêts divergents de tant de partis, et, si l'on y a réussi dans l'ensemble avec un tel bonheur, le mérite en revient précisément avant tout au chef du parti agrarien.

L'autorité de Švehla, homme d'Etat, grandit ainsi à côté de celle du président de la République, et se vit reconnaître de plus en plus par tous les partis.

Son admirable diplomatie finit pourtant, au bout de trois ans, par échouer, et la coalition se dissocia avant l'expiration du mandat législatif. La longue alliance au sein du ministère de partis extrêmement peu apparentés, et les perpétuelles négociations de compromis ou atermoiements de questions discutées avaient fait naître une certaine tension et du mécontentement en particulier dans les rangs des partis qui se voyaient accuser, soit par leurs éléments radicaux, soit par leurs adversaires, d'être trop portés aux concessions. Il y avait depuis 1924 une question très discutée, celle des douanes agricoles. Cette question dressait l'un contre l'autre les partis agrariens et le parti social démocrate, qui défendait le point de vue et les intérêts des consommateurs. La première fois, les débats sur la protection douanière de l'agriculture furent ajournés à une date ultérieure, mais lorsque, l'année suivante (1925), la question fut remise par les agrariens à l'ordre du jour, on trouva une solution dans la création de droits mobiles, institués par simple mesure administrative (juin 1925). Ce compromis maintint bien encore quelque temps ensemble les partis de la coalition, mais cette manière de

résoudre la question incita la social-démocratie mécontente à insister pour faire poser la question devant le corps électoral. D'autre part, il était clair dès lors que les douanes agricoles, si elles avaient affaibli le facteur national dans la coalition, avaient par contre rendu plus étroite la solidarité d'intérêts existant entre les agriculteurs tchèques et allemands.

L'atmosphère politique, tendue par ces dissensions, fut exaspérée, le jour anniversaire de Jean Huss, qui vient d'être proclamé fête nationale par le parlement, par le départ de Prague du nonce du pape désireux de protester ainsi contre les fêtes solennelles auxquelles avait pris part le ministère, président de la république en tête. Par ce geste, le Vatican porta atteinte aux sentiments profonds du peuple tchécoslovaque, pour qui le nom de l'hérétique Jean Huss est lié à la période la plus glorieuse de l'histoire de la Bohême, celle du hussitisme. Il se déchaîna en conséquence une agitation anticléricale, on réclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais sans que tout cela aboutît à des résultats positifs.

La situation des Eglises et de la religion était passablement complexe en Tchécoslovaquie. Dans les provinces tchèques, au cours des premières années qui suivirent le coup d'Etat, il se produisit un grave mouvement religieux, qui se manifesta par la fondation d'une nouvelle Eglise (l'Eglise de Tchécoslovaquie),

et aussi un mouvement anticonfessionnel, qui se traduisit par des abjurations en masse de l'Eglise catholique. Celle-ci avait eu, avant la guerre, une situation privilégiée en Autriche, où elle s'appuyait sur la dynastie et sur une noblesse puissante, et où elle était le principal appui de l'idée dynastique. Au lendemain du coup d'Etat, elle perdit dans les provinces historiques près de 1.300.000 âmes, cette perte ne portant presque exclusivement que sur la population tchèque, car les Allemands restèrent fidèles au catholicisme. Dans la partie orientale du pays, la situation est toute autre. Sans doute, parmi les populations de Slovaquie, l'Eglise catholique compte un moins grand nombre de fidèles, proportionnellement, que parmi la population tchèque des provinces historiques (en comptant les populations sans distinction de nationalité; pour ce qui est des Tchèques et des Slovaques seuls, il y a naturellement une proportion plus forte de catholiques parmi les Slovaques que parmi les Tchèques), mais en revanche, le parti catholique slovaque est remuant et extrêmement rebelle à tout compromis, de sorte qu'en comparaison les cléricaux des provinces tchèques paraissent, en ce qui concerne l'Eglise et la religion, tout pleins de tiédeur et d'esprit de compromis. En Slovaquie, milieu surtout rural, l'existence est plus patriarcale, et le peuple, plein de piété, voit

dans le prêtre son chef à tous égards; en outre, cette province accuse une augmentation du nombre des catholiques. A l'inverse, dans les pays tchèques, où prédomine le caractère industriel, les maximes anticléricales trouvent toujours un puissant écho, y étant alimentées par de glorieux souvenirs historiques. Néanmoins, malgré toute la popularité des sentiments antiromains, au moins dans la partie occidentale du pays, on n'a fait en Tchécoslovaquie, depuis le coup d'Etat, aucune tentative sérieuse pour régler à nouveau les rapports de l'Eglise et de l'Etat par la voie législative. Le président Masaryk avait recommandé la séparation pour permettre à l'Eglise, rendue indépendante de l'Etat, de servir d'une façon plus spirituelle les besoins religieux de ses ouailles; il désirait toutefois que la séparation fût effectuée sans donner lieu à un « Kulturkampf ». Les partis qui avaient la séparation dans leur programme se contentèrent de faire simplement de l'agitation politique et ne préparèrent pas sérieusement la solution de ce qui constitue un ensemble complexe de problèmes. Quant aux partis cléricaux, qui se trouvaient, dans les premiers temps qui suivirent le coup d'Etat, réduits à la défensive, ils ajournèrent toute la question à une époque qui fût plus favorable pour eux, puis, lorsqu'ils eurent consolidé leurs positions, ils se dressèrent contre

la séparation, trouvant l'état de choses existant suffisamment favorable à l'Eglise catholique. Les égards témoignés à la Slovaquie, province où la situation, mal apaisée, aurait pu être gravement troublée par ces questions brûlantes, et aussi, cela va sans dire, d'autres difficiles problèmes politiques, empêchèrent tout gouvernement quel qu'il fût de poser vraiment la question de la séparation. Même la reconnaissance de la nouvelle Eglise, l'Eglise de Tchécoslovaquie, se fit attendre très longtemps, bien que laisser ce problème en suspens ne fût pour le gouvernement qu'une source de difficultés. Et ainsi, le seul et unique résultat obtenu par la politique de la jeune République dans cet ordre d'idées a été une laïcisation partielle de l'école, une réforme du droit matrimonial, et quelques autres détails.

L'affaire du nonce du pape qui éclata en 1925 ne devint pas le point de départ d'une campagne en faveur de la séparation. Le gouvernement de la Tchécoslovaquie répliqua à la manifestation de la curie par une déclaration qui défendait la souveraineté de l'Etat dans les questions de politique intérieure et rappelait également à Prague le représentant du pays auprès du Vatican. Le parti clérical ne se sentit pas dans l'obligation de marcher sur les traces du nonce, et il demeura au sein du cabinet; quant au conflit lui-même, né d'une cause af-

férente à la politique intérieure, il fut transféré dans la sphère des négociations diplomatiques. En attendant, il y eut une interruption assez longue dans les relations de la Tchécoslovaquie avec le Vatican.

Avant sa dissolution, qui eut lieu le 16-X, l'Assemblée Nationale vota encore, à l'automne de 1925, au milieu de l'agitation des esprits, le budget de l'État, qui fut le premier en excédent.

Les élections législatives et sénatoriales (15-XI-1925) devaient donc décider de la nouvelle orientation ministérielle, mais il était clair d'avance que le nouveau parlement, issu de la représentation proportionnelle, ne renfermerait aucun parti assez fort pour former, seul, ou avec un groupe apparenté, le nouveau ministère. Le nouveau parlement se retrouva avec 16 partis, et le système de la coalition apparut de nouveau indispensable.

Au reste, les élections apportèrent un glissement sensible des forces socialistes et non socialistes et un changement de leur rapport réciproque. A la période agitée de l'après-guère, qui avait aspiré à des transformations radicales, succédait une époque où l'on désirait souffler pour pouvoir reprendre ultérieurement l'exécution des réformes nécessaires. Dans ce désir d'une sorte de repos, l'électeur tchécoslovaque ne se montrait pas différent des citoyens

de tout autre pays d'Europe qui allaient aux urnes dans le même temps. Les partis bourgeois recueillirent alors (1925) 60,56% des suffrages, et les partis socialistes 39,44%. La perte d'influence politique des socialistes au sein du parlement fut d'autant plus considérable que le plus grand parti socialiste y était désormais constitué par les communistes (41 députés, 20 sénateurs), partisans d'une attitude purement négative; toute action commune des socialistes et des communistes était impossible. La scission qui s'était produite en 1920 dans le mouvement ouvrier manifestait alors seulement, partiellement, ses conséquences: les sociaux-démocrates, qui avaient été le parti le plus fort du précédent parlement, sortait des élections très affaibli (29 députés, 14 sénateurs); leurs sièges avaient été gagnés principalement par les communistes, pour qui votèrent alors tous les mécontents, ainsi que tous les ouvriers persistant par pure force d'inertie dans l'ancienne attitude d'opposition radicale. Le parti le plus fort de l'Assemblée Nationale fut le parti agrarien, qui vit ses positions notablement renforcées (45 députés, 23 sénateurs). Par rapport aux premières élections, il y eut encore augmentation sensible du nombre des sièges obtenus par les cléricaux tchèques (31 députés, 16 sénateurs), et par les cléricaux slo-

vaques, le parti de Hlinka (23 députés, 12 sénateurs).

La charge de former le nouveau ministère échut à Švehla, chef désormais du groupe le plus nombreux du parlement. Mais la coalition existante n'ayant obtenu aux élections que 146 sièges à la Chambre et 74 au Sénat sur, respectivement, 300 et 150, et toute autre combinaison s'avérant à ce moment-là irréalisable, les partis tchécoslovaques gouvernementaux s'adjoignirent le parti des petits industriels et commerçants (13 députés, 6 sénateurs), qui avait grandi aux élections au détriment de l'autre parti bourgeois (national-démocrate) ; l'opposition faite par ce parti dans le parlement précédent avait revêtu d'ailleurs un caractère plutôt formel. Ainsi fut constituée une majorité composée de partis tchécoslovaques (159, ou 160 députés, et 80 sénateurs), d'où fut tiré le nouveau cabinet (9-XII-1925).

Le second ministère Švehla accusa naturellement une prédominance des partis bourgeois, sortis vainqueurs des élections, sur les socialistes (9 portefeuilles contre 5, plus tard 6; les 9 ministres bourgeois comprenant 4 agrariens, 3 cléricaux, 1 démocrate national, et 1 du parti artisanal). Outre les ministres parlementaires (au nombre de 14, puis de 15), le cabinet Švehla compta de nouveau 2 ministres spécialistes, dont l'un notamment, l'économiste et profes-

seur d'économie politique Engliš, se vit de nouveau donner la possibilité de rendre les plus précieux services aux finances de l'Etat.

Le programme du nouveau gouvernement souligna la continuité reliant l'œuvre politique qu'il entreprenait à l'œuvre des gouvernements antérieurs; cette continuité était même personnifiée par toute une série de ministres passés du précédent ministère dans le nouveau. Toutefois, poursuivre l'ancien programme était devenu plus malaisé étant donné l'important glissement de forces survenu entre les partis de la coalition; par contre, l'attitude de l'opposition, ou tout au moins celle de quelques-uns de ses éléments (les cléricaux slovaques), vis-à-vis du gouvernement, n'était plus aussi âpre que dans l'ancien parlement.

Le plus grand obstacle à la collaboration de la coalition fut la reprise, par les agrariens, de leurs efforts en vue de faire élargir la protection douanière de l'agriculture. La solution de cette question par voie de compromis, telle qu'elle avait été adoptée l'année précédente sous forme de droits mobiles, n'avait pas satisfait les classes agricoles, qui voyaient dans l'institution de droits fixes le seul et unique remède possible à la difficile situation de l'agriculture tchécoslovaque. L'exigence des douanes agricoles était un ultimatum dont les socialistes ne purent assumer la responsabilité

devant leurs électeurs ouvriers, et, Švehla ayant donné, pour raison de maladie, sa démission de président du Conseil, les socialistes se retirèrent du cabinet de coalition, provoquant par ce geste la démission du ministère tout entier (17-III).

Comme les partis tchèques restant après le départ des socialistes ne disposaient pas d'une majorité au parlement, et que les autres partis ne se montraient pas encore disposés à entrer dans le ministère, on eut recours à un procédé pas tout à fait inconnu dans la vie constitutionnelle de la Tchécoslovaquie, à savoir la nomination d'un cabinet d'affaires, dont les membres furent pris — à l'exception du ministre des Affaires Etrangères Beneš, député — dans les rangs des fonctionnaires. On nomma président du Conseil (19-III) Černý, qui avait déjà été placé en 1920-21, lors d'une crise analogue des partis tchèques de coalition, à la tête d'un ministère de fonctionnaires ; les deux portefeuilles les plus importants, celui des Affaires étrangères et celui des Finances, demeurèrent aux mains de membres du dernier cabinet Švehla.

Le départ des socialistes ne déclancha pas cette fois une crise aussi aiguë que cinq ans auparavant. La situation du pays s'était déjà consolidée au point que la direction des affaires publiques n'était plus limitée à la base étroite d'une seule coalition possible. Au cours des

élections déjà, on avait vu se dessiner des possibilités de nouvelles combinaisons ministérielles. Sept années de vie en commun avaient convaincu une grande partie de l'opposition ethnique de l'inanité des suppositions relatives à une prochaine disparition de la République Tchécoslovaque; l'évolution de la situation de l'Europe depuis la guerre les avait tirés de cette erreur. Il se produisit relativement vite dans le camp allemand une lutte entre l'aile irréconciliable prêchant l'irrédentisme comme un devoir national, et l'aile modérée. Cette dernière fraction souligna la nécessité d'une œuvre de détail et de succès partiels, et s'organisa en vue de tirer rationnellement parti des droits de la minorité allemande. Le centre de cristallisation de la politique allemande modérée fut le Bund der Landwirte (Union des Agriculteurs), qui collaborait avec les artisans, le petit commerce et la petite industrie allemande; l'aile modérée pris également le dessus dans le parti socialiste chrétien allemand. La social-démocratie allemande se montra plutôt retardataire dans cette évolution et les tentatives faites par les partis tchèques pour l'amener à une collaboration positive aboutirent à un échec; prisonnière d'une idéologie surannée, la social-démocratie allemande ne sut pas, comme le fit la social-démocratie tchécoslovaque, passer rapidement à une nouvelle politique socialiste constructive. A la

veille des élections de 1925, les Allemands étaient déjà nettement partagés en deux camps, celui des activistes et celui des négativistes. Un symptôme caractéristique fut que l'ancien chef de la lutte révolutionnaire allemande de Bohême de l'année 1919, devenu ensuite l'apôtre de l'intransigeance extrême, le Dr Lodgman, resta alors, dans la lutte électorale, sur le carreau.

Les cléricaux slovaques, dirigés par le député Hlinka, en avaient également assez du pain amer de l'opposition, dans laquelle ils se cantonnaient depuis l'époque du cabinet Beneš. Les populistes slovaques avaient fait de l'agitation au nom de l'autonomie de la Slovaquie, et ils avaient fait de violentes campagnes contre les Tchèques, qu'ils accusaient de tendances à la centralisation unificatrice. Cette politique des populistes slovaques, qui était plutôt une attitude sentimentale que l'application d'un programme, et dans laquelle on retrouvait les influences, non encore oubliées, de la culture et du milieu hongrois, si différents de la culture et du milieu tchèques, était souvent dangereusement exploitée par les éléments irrédentistes et véritablement hostiles à l'Etat tchécoslovaque. Mais leur esprit d'opposition violente n'avait pas valu de succès aux populistes slovaques; cette opposition n'avait ni sens ni valeur pour le relèvement économique de la province, qui était si urgent, pas plus que pour l'évolution

Mgr Jan Šrámek,
président intérimaire du gouvernement actuel.

ethnique. Le terrain se trouvait donc déjà tout préparé pour une nouvelle coalition gouvernementale.

Le cabinet Černý se rendait parfaitement compte de son caractère provisoire, et, en conséquence, il bornait son activité surtout à la direction de l'administration et à l'expédition des affaires courantes. Dans le domaine législatif également, le ministère, ne pouvant s'appuyer sur une majorité sûre, ne prenait aucune initiative. Après le passage des partis socialistes tchécoslovaques dans l'opposition, il se forma dans le parlement, à l'instigation des agrariens tchécoslovaques, pour faire voter les droits agricoles fixes et les traitements du clergé, une nouvelle majorité (dite majorité douanière), reposant en partie sur une base d'ordre économique, et qui, outre tous les partis tchèques non socialistes, et plus ou moins conservateurs, ainsi que les cléricaux slovaques, le parti le plus conservateur du parlement tchécoslovaque, comprit aussi les agrariens allemands et hongrois, unis au parti allemand des petits industriels et commerçants (24 députés, 12 sénateurs) et aux socialistes chrétiens allemands (13 députés, 7 sénateurs). Cette majorité bourgeoise conservatrice composée des agrariens et des cléricaux vota alors dans la session d'été, en dépit de l'opposition la plus vive allant jusqu'à l'obstruction, les douanes agricoles et l'ajustement des traitements du clergé.

De même que la rupture de la coalition rouge-verte, manifestation extérieure du schisme survenu dans le socialisme, causa un ébranlement dans la vie politique du pays, de même l'effritement de la coalition nationale en 1926 s'accompagna de plusieurs faits dénotant l'existence d'une crise du sentiment politique. Les élections de 1925 avaient apporté la défaite aux partis nationalistes dans les deux camps, le tchèque et l'allemand. Du côté tchèque, cet échec électoral se traduisit par une réaction fasciste dans les classes bourgeoises et aussi parmi les intellectuels. Le mouvement fasciste est resté jusqu'ici, en Tchécoslovaquie, dénué de toute portée, si même l'on peut parler de mouvement lorsque des groupes inexistants au point de vue politique répètent bruyamment des devises nationalistes et antidémocratiques. Sous le second cabinet d'affaires, les fascistes essayèrent de gagner les masses en pratiquant une démagogie nationaliste à l'extrême; les campagnes entreprises par eux prirent de l'importance surtout grâce à la faveur que les fascistes se virent témoigner, au moins partiellement, par quelques partis bourgeois tchèques. Les campagnes grossières du fascisme se tournèrent contre le château, c'est-à-dire contre la personne du président de la République et celle du ministre des Affaires étrangères, personnalités pleines d'autorité qui leur apparaissaient, à juste titre, comme les représentants principaux de la pensée démocratique tchécoslovaque. La lutte fut

aiguisée par l'affaire du sous-chef d'Etat-Major général, le général Gajda, ancien commandant des armées tchécoslovaques, puis des troupes de Koltchak, en Sibérie, contre qui furent portées des accusations d'une extrême gravité; lorsque, à la suite de cette affaire, Gajda eut été mis à pied et ultérieurement en outre dégradé, le mouvement fasciste trouva en lui un chef, dont l'impéritie fut égale à celle de tous les précédents. L'organisation indépendante du fascisme se fit naturellement aux dépens des partis qui, un peu à la légère, l'avaient soutenu et avaient voulu l'utiliser à leur profit dans la lutte menée par eux contre le ministre Beneš et le président de la République.

L'apaisement fut ramené dans la situation politique en désordre, du côté tchèque, par l'ancien président du Conseil Švehla, que l'automne vit rentrer guéri de l'étranger, et qui entama des négociations en vue de former un nouveau ministère parlementaire. Sa main de maître réussit promptement à recueillir les fruits de ce qui s'était préparé organiquement pendant la session d'été du parlement: de la combinaison des partis qui avaient uni leurs votes pour certains projets du gouvernement favorables à leurs intérêts de parti, Švehla forma une majorité ferme, prête à assumer les responsabilités du pouvoir. Sans compter, il est vrai, dans son sein tous les partis qui avaient voté l'été en commun, le nouveau ministère Švehla (12-X-1926) avait l'appui assuré des groupes qui

ne se décidèrent pas, dès la formation du cabinet, à y faire entrer leurs représentants (démocrates nationaux et cléricaux de Slovaquie). Le trait le plus caractéristique de ce ministère est la participation active qu'y prirent les deux partis allemands (agrariens et socialistes chrétiens) qui détiennent la majorité des mandats allemands et qui avaient déjà fait partie pendant la session d'été de la majorité de gouvernement. Deux portefeuilles leur furent attribués : les Travaux Publics et la Justice (confiés à l'agrarien Spina et au socialiste-chrétien Mayr-Harting). L'opinion allemande accueillit l'entrée de ministres allemands dans le cabinet avec une tranquille intelligence de la situation : les élections s'étaient faites, du côté allemand, sur le programme de l'activisme, et, au temps de Locarno et de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, il n'était plus possible de brandir contre la Tchécoslovaquie l'argument qui faisait de ce pays le gendarme de la France contre l'Allemagne. A l'étranger, la participation des Allemands au pouvoir fut considérée à bon droit comme un signe de la consolidation croissante de la Tchécoslovaquie.

La rupture de la coalition nationale avait donc permis de gagner plus aisément la minorité allemande à collaborer activement au pouvoir, ce que le président Masaryk n'avait cessé, depuis des années, de déclarer être une nécessité indispensable de la République Tchécoslovaque. Mais la nouvelle

coalition eut aussi pour effet un changement de l'attitude de l'opposition vis-à-vis du gouvernement: à l'opposition intransigeante et purement négative des communistes et des nationalistes allemands succéda une opposition parlementaire composée des partis socialistes tchécoslovaques, qui lutte avec la coalition ministérielle aux fins d'amélioration de l'œuvre législative et est prête à assumer en son temps les responsabilités du pouvoir.

L'abstention des partis socialistes donna au troisième cabinet Švehla le caractère d'un ministère conservateur bourgeois. A la fin de 1927, sept députés (3 allemands et 4 hongrois) ayant quitté le groupe des agrariens allemands, la majorité de ce ministère ne fut plus au parlement que de 155 voix. Quant aux deux partis qui soutenaient le ministère depuis sa formation tout en ne détenant aucun portefeuille, l'un d'eux, le parti clérical slovaque (parti de Hlinka), se décida dès le début de 1927 (16-I), après de longues négociations, à y envoyer deux représentants. L'entrée dans le cabinet des députés cléricaux slovaques, qui jusqu'alors avaient été, avec les partis des minorités ethniques, les membres les plus acharnés de l'opposition, constitue, avec la participation des deux plus grands partis allemands au pouvoir, le plus grand mérite à l'actif du cabinet Švehla. Ce rattachement des autonomistes de Hlinka au gouvernement constitua en même temps une déception pour les irrédentistes hongrois de Slovaquie, qui

se virent désormais condamnés à l'impuissance, et provoqua un apaisement général de la situation dans cette province.

L'entrée dans le ministère des cléricaux slovaques eut comme corollaire une modification de la réforme administrative, qui fut votée en 1927. Le nouvel aménagement de l'administration, qui est entré en application en Slovaquie le 1-VIII-1928, abandonna l'organisation départementale, instituée par la loi de 1920, mais non appliquée jusqu'alors en dehors de la Slovaquie, et reprit partiellement la division en provinces, telle qu'elle existait auparavant dans les pays historiques; on reconstitua des unités provinciales (Bohême, Moravie-Silésie, Slovaquie et Russie Subcarpathique), avec des assemblées élues, qui étaient une nouveauté pour la Slovaquie. On maintint en principe les règles administratives posées par la loi instituant l'organisation départementale, mais on fit la part un peu plus large à l'action bureaucratique. Le régionalisme administratif ainsi conçu était une tentative faite pour liquider quelque peu les aspirations autonomistes de Slovaquie, telles qu'elles étaient représentées par le parti de Hlinka. Les difficultés de la question de Slovaquie pour la Tchécoslovaquie ont leur origine, jusqu'à un certain point, dans l'évolution différente des deux parties du pays, des provinces occidentales et orientales, qui n'ont pas eu, dans le passé, une histoire commune et par suite n'ont pas effacé ou

atténué leurs différences en tendant à un idéal national commun; l'unité tchécoslovaque était plutôt un but des cercles dirigeants qu'un sentiment effectif appartenant à la conscience des masses populaires. Des tentatives furent faites, dans les premières années de la République, pour réaliser cette unité d'une manière centraliste, mais une direction ferme leur a fait défaut et l'on n'a pas obtenu de résultats. La nouvelle organisation administrative donnait désormais à la Slovaquie la possibilité, sur la base d'une autonomie territoriale partielle, d'une part, de prendre conscience de responsabilités élargies dans les affaires publiques, d'autre part, d'atteindre grâce à son évolution ultérieure à une unité supérieure tchécoslovaque, comme ce fut le cas pour les autres unités territoriales habitées par la race tchécoslovaque.

C'est sous le troisième cabinet Švehla qu'eut lieu le 27 mai 1927 la réélection du président de la République, dont le mandat venait à expiration en 1927. Il ne fut pas opposé de candidature à celle du président Masaryk, — sauf celle du candidat communiste, — bien que la lutte ouvertement menée par le président contre le fascisme tchécoslovaque eût fait naître du mécontentement dans certains milieux politiques; on en retrouva trace dans le vote de plusieurs partis de la coalition. L'ancien président fut réélu à la majorité des trois cinquièmes (274 voix sur 432); parmi les partis gouvernementaux, ne votèrent pas pour lui les cléricaux

slovaques ni les démocrates nationaux ; par contre, tous les socialistes, quoique dans l'opposition, donnèrent leurs voix à Masaryk. Le candidat communiste obtint 54 voix ; quant à l'autre adversaire (si on peut lui donner ce nom), à savoir le fascisme, il était alors déjà en pleine déliquescence. Masaryk resta le chef de la République Tchécoslovaque. Son élection, qui était la troisième, fut accueillie, à l'étranger aussi bien qu'à l'intérieur, comme la garantie que la Tchécoslovaquie allait continuer à se voir dirigée dans le même esprit qui avait toujours présidé à ses destinées.

Le nouveau gouvernement considéra de son devoir de poursuivre la politique de consolidation en cours, tout en réajustant plusieurs lois antérieures qui ne répondaient plus aux intentions d'un gouvernement conservateur. Sur le terrain économique, le cabinet récolta les succès préparés par le labeur assidu des années précédentes. Les finances de l'Etat, en particulier, inscrivirent plusieurs points remarquables à leur actif. Ce furent la réforme fiscale, qui unifia et diminua les contributions directes, un budget réduit de volume, stabilisé et en excédent, — chiffres pour 1929 : 9.562 millions de couronnes tchécoslovaques de recettes, contre 9.536 millions de dépenses, — le remboursement partiel, la consolidation et la conversion de la Dette Publique, la revalorisation des valeurs d'Etat, etc. En même temps, la situation économique générale de la Tchécoslovaquie n'a cessé

d'être favorable au cours des dernières années: l'industrie a retrouvé, en 1927 et en 1928, dans certaines branches, le niveau de la production d'avant-guerre, le nombre des chômeurs est en décroissance ininterrompue (chiffre minimum, atteint en juillet 1928: 32.485), et l'excédent des exportations sur les importations a accusé une tendance ascensionnelle. Tous ces faits ont montré les fondements économiques sains du pays et la ferme direction d'une politique financière consciente des buts à atteindre, aux mains du ministre Engliš.

Enfin, le cabinet Švehla vit le règlement diplomatique du conflit survenu avec le Saint-Siège à cause des fêtes de Jean Huss en 1925. Les relations diplomatiques furent reprises au début de 1928 sans que la Tchécoslovaquie abandonnât son point de vue, et un *modus vivendi* fut conclu fixant les principes qui devraient présider à la solution de plusieurs problèmes de politique religieuse très importants pour la Tchécoslovaquie, en particulier pour la situation en Slovaquie, tels que par exemple une délimitation des diocèces coïncidant avec les frontières du pays, la nomination des hauts dignitaires ecclésiastiques et la prestation de serment par eux.

Par ailleurs, la politique intérieure fut dominée par la lutte entre les partis gouvernementaux et les socialistes autour des assurances ouvrières. Quoique le programme primitif de la coalition bourgeoise, qui proclamait: « réduction des charges sociales envisagées par le parti socialiste »,

ait été extrêmement mitigé sous la pression d'une opposition objective, dirigée surtout par la social-démocratie tchécoslovaque, la lutte autour du remaniement de la loi des assurances sociales existante causa de graves dissensions entre les deux camps qui avaient, quatre ans auparavant, voté les assurances sociales de concert. La lutte prit une violence particulière lorsque le président du Conseil Švehla se trouva, à partir du début de l'année 1928, par suite d'une grave maladie, écarté d'une façon permanente de la direction des affaires publiques; le principe d'équilibre national et social sembla avoir disparu de la politique tchécoslovaque. Le projet gouvernemental se proposait de rendre les assurances ouvrières moins coûteuses et en même temps d'affaiblir l'influence des socialistes. Mais, comme des raisons objectives parlaient contre le projet originaire et que, d'autre part, les partis gouvernementaux n'étaient pas d'accord entre eux, — ils comptaient dans leur sein de fortes organisations ouvrières (cléricaux tchèques et slovaques), — l'opposition opiniâtre des socialistes réussit à faire modifier la loi toute entière dans sa rédaction définitive. Ce ne fut pas, en somme, un mince succès de l'opposition, que d'avoir vu prendre en ligne de compte, outre sa force numérique, la puissance de ses arguments, et un jugement objectif l'emporter sur les préventions de parti. C'est là une méthode qui, dans une vraie démocratie, conduit toujours au succès. Elle

a effectivement aidé la Tchécoslovaquie à surmonter toutes les difficultés durant tout le temps de son existence.

Dix ans, cela représente une bien courte période dans la vie d'une nation, même quand cette période a été, telles les années passées, archi remplie de difficultés dont l'accumulation ne remplit pas en d'autres temps plusieurs siècles. Pendant ces dix années, la République Tchécoslovaque a triomphé en somme de toutes les difficultés résultant du désarroi de l'après-guerre, et posé les bases sûres d'un développement paisible dans l'avenir. Ces bases sont le fruit d'un labeur acharné dans tous les domaines de la vie matérielle et spirituelle et de toutes les forces créatrices du peuple qui avait la responsabilité des destinées de ce pays.

Effectivement, ces forces créatrices furent employées à poser les assises fondamentales et la république, pendant le premier décennat de son existence, ne créa rien qui s'élevât au-dessus des nécessités de la première heure. Et pourtant l'œuvre accomplie alors par la Tchécoslovaquie est entièrement instructive. Elle a fourni à nouveau la preuve que la démocratie est capable de vaincre les pires difficultés lorsqu'elle possède des chefs qui connaissent un but net et travaillent en toute conscience pour l'atteindre. Elle a certes souffert de tous les défauts inhérents à la démocratie, aggravés encore du fait que la jeune République ne possédait pas de traditions. Cela ne l'a pas empêché

néanmoins de sortir du chaos pour vivre dans l'ordre, de s'organiser pour une existence plus libre et de contribuer dans la mesure de ses forces à assurer la paix dans le monde. Et, tout en accomplissant cette œuvre, la République Tchécoslovaque est demeurée fidèle aux principes de la démocratie, elle a résisté à toutes les séductions de la dictature, elle a vaincu le péril du communisme et maîtrisé les accès de fascisme. Le peuple tchécoslovaque s'est vu accorder la chance d'avoir des chefs qui l'ont conduit, par des voies sûres, à la démocratie.

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. La fondation de l'Etat 5

II. Du chaos à l'ordre nouveau 31

III. La lutte pour l'Europe nouvelle . . . 59

IV. Vers la démocratie 83

J. BOROVIČKA

DIX ANS

DE POLITIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

Deux mille exemplaires

ont été tirés par l'Imprimerie Orbis

pour la Librairie Orbis

Prague XII

Novembre 1928

Caractères Ronaldson

Vient de paraître

L'ART TCHÉCOSLOVAQUE

DES ORIGINES JUSQU'À NOS JOURS

Les meilleures oeuvres architecturales, plastiques, picturales et de l'art appliqué de la Tchécoslovaquie

ZDENĚK WIRTH

Texte de MM.:
V. BIRNBAUM, A. MATĚJČEK,
J. SCHRÁNIL, Z. WIRTH

Prix relié Kč 180·—

En vente chez tous les libraires

ÉDITIONS "ORBIS" PRAHA XII,
FOCHOVA 62

Les ouvrages
ci-dessous mentionnés ont pour l'objet l'histoire
de la restauration de l'indépendance
de l'État tchécoslovaque

JAR. PAPOUŠEK:
LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE
DU PEUPLE
TCHÉCOSLOVAQUE
Prix Frs 6·50

JEAN OPOČENSKÝ:
LA FIN DE L'AUTRICHE ET LA GENÈSE
DE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE
Prix Frs 16·-

J. BOROVIČKA:
DIX ANS DE POLITIQUE
TCHÉCOSLOVAQUE
Prix Frs 14·-

EN VENTE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET EDITEURS
ÉDITIONS „ORBIS", PRAGUE XII

UNIVERSITY OF N.C. AT CHAPEL HILL
00031238296